

**« GUERRE AU TERRORISME »...
OU GUERRE AUX PEUPLES ?**

AU MOYEN-ORIENT

**ARRÊT
IMMÉDIAT**

DES

BOMBARDEMENTS !

Alepp le 12 octobre. REUTERS / ABDULRHIMAN ISMAIL

Dossier

**LES LABORATOIRES
PHARMACEUTIQUES
EN ACCUSATION**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Hollande à Florange: «Un
président ne devrait pas dire ça...»
Page 2

PREMIER PLAN

Calais: en attendant le grand
chambardement...
Page 2



ACTU SOCIALE

Goodyear: stopper la répression
et la régression sociale
Page 8

LIBRE EXPRESSION

Parrainages: entretien avec
deux maires
Page 12



Par ROBERT PELLETIER

Hollande à Florange: «Un président ne devrait pas dire ça...»

La visite de François Hollande à Florange ce lundi 17 octobre aura été un non-événement. Perché sur le toit de la camionnette intersyndicale, il s'était engagé, lors de la campagne présidentielle de 2012, à faire voter une loi prévoyant que « quand une grande firme ne veut plus d'une unité de production, elle soit obligée de la céder à un repreneur [afin de ne pas être] démantelée. (...) Je viens devant vous prendre des engagements (...) Je ne veux pas me retrouver dans la situation d'être élu un jour sur une promesse et ensuite de ne pas revenir parce qu'elle n'aurait pas été tenue ». Et Montebourg, alors ministre du Redressement productif, précisait quelque semaines plus tard : « Sans cette loi, nous ne sommes bons qu'à gérer des plans sociaux. (...) L'éventualité d'un contrôle public, même temporaire [du site A de Florange] doit faire l'objet d'une étude sérieuse par le gouvernement »...

Chaque année, Hollande s'est effectivement rendu à Florange... devant un public d'autant plus clairsemé qu'il était trié sur le volet pour éviter les accueils trop peu chaleureux. Cette année, la visite fut encore plus discrète si ce n'est un déploiement policier massif. Quelques heures de rencontre avec la direction, hors de la vue des salariéEs et même des médias. Chaque année, il a défendu la réalité d'une politique qui accompagne, encourage, consolide juridiquement les restructurations.

Ainsi, chez Alstom, chez PSA, le gouvernement n'est « bon » qu'à gérer des plans sociaux. Une politique qui, malgré les milliards versés aux patrons, n'a permis qu'une hausse continue du chômage. Une politique qui permet aux patrons de doubler leurs « salaires » pendant que la misère et la précarité progressent constamment sous ce gouvernement prétendant de « gauche ». Et pour assurer la paix sociale, une politique de répression illustrée par les condamnations des salariéEs d'Air France, de Goodyear et des dizaines de manifestants contre la loi travail. Des attaques qui doivent susciter des ripostes qui n'attendront pas avril 2017.

BIEN DIT

Une opération de communication. (...) En fin de quinquennat, comme il n'y a plus rien à annoncer, il fallait bien montrer qu'on faisait quelque chose. Mais le problème ne sera pas résolu...

FRÉDÉRIQUE ROLET, secrétaire générale du SNES, à propos du énième plan pour améliorer le remplacement des profs absents annoncé mardi 18 octobre.

À la Une

Au Moyen-Orient, arrêt immédiat des bombardements !

Vladimir Poutine a été amené par Hollande à reporter son voyage du 19 octobre à Paris... Mais les bombardements continuent à Alep, et risquent d'être confortés par l'offensive majeure de la coalition anti-Daesh qui est annoncée à Mossoul en Irak.

Au moment où le président russe s'affirme comme le maître d'œuvre de l'offensive du régime despotique syrien avec ses alliés contre la partie rebelle de la ville d'Alep, avec ses bombardements meurtriers contre les infrastructures civiles, il faut dire que cette visite faisait tache ! Il était d'ailleurs attendu de pied ferme par les défenseurs de la liberté et de la démocratie en Russie, en Syrie, en Ukraine. Mais François Hollande a voulu saisir cette occasion d'apparaître comme un grand démocrate au niveau international. Quelques jours plus tôt, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, une résolution française pour un arrêt immédiat des bombardements à Alep s'était vu opposer le veto du gouvernement russe. À la suite, Hollande et Ayrault ont proclamé qu'ils s'expliqueraient à Paris avec Poutine, ce qui a entraîné la défection du président russe.

Quelle « guerre contre le terrorisme » ?

Beaucoup dans la droite et l'extrême droite française, mais aussi certains à gauche, ont vertement critiqué Hollande pour son manque de respect à Poutine. Pour nous, ce n'est vraiment pas cela le problème. Il n'y a aucune justification progressiste à la politique impérialiste de la Russie de Poutine, son engagement aux côtés d'un Bachar el-Assad qui se vautre dans l'extermination de son peuple révolté, sans parler des autres aspects de la politique intérieure et extérieure autocratique de l'ancien colonel des services secrets russes. Quel contresens, de la part du très « laïque » Jean-Luc Mélenchon, de défendre le chef actuel du Kremlin, qui venait d'abord à Paris pour inaugurer le « centre culturel et spirituel orthodoxe russe », et qui, depuis la fin de l'ère Bush, est le chef d'État qui parle le plus



Dans les décombres après des raids aériens sur le quartier Fardous d'Alep, le 12 octobre 2016. DR

d'une « croisade antiterroriste » au Moyen-Orient ! Et comment peut-il mépriser à ce point le peuple syrien et pratiquer de tels amalgames en assénant dans son interview à la chaîne Public Sénat, après avoir regretté que toutes les guerres sont abominables, que « Nous parlons de la zone est d'Alep. Qui est tenu par qui ? (...) des modérés, des modérés d'Al-Qaeda qui ont assassiné les rédacteurs de Charlie Hebdo. Vous tenez à tout prix à trier entre les victimes ? » À son tour, Mélenchon semble voir les peuples comme des pions manipulés par des États ou par des courants terroristes, des peuples dont les mortEs dans les bombardements ne seraient que des effets collatéraux...

Or, le principal scandale dans l'attitude de Hollande et de son gouvernement, c'est sa concurrence/association avec les autres puissances impérialistes et colonialistes, des USA à la Russie ou à Israël, dans une prétendue « guerre contre le terrorisme » dans laquelle les bombardements aériens annihilent tout

droit humain de base. Une orientation qui amène aussi la concurrence des ventes d'armes et le recul des droits démocratiques partout... Il faut nous opposer à tous les bombardements, en Syrie, en Irak, au Yémen, partout !

Les grandes puissances font partie du problème, pas de la solution !

À l'heure où les médias et les gouvernements d'une grande coalition glorifient au nom de l'éradication de Daesh l'offensive massive démarrée contre Mossoul en Irak, nous devons dire clairement que ces opérations militaires ne feront qu'aggraver les problèmes alors qu'une population d'1,5 million d'habitantEs est piégée dans cette ville.

En effet, rien n'est prévu pour les conséquences de l'offensive ni pour la suite politique. Selon la coordinatrice humanitaire des Nations unies en Irak, « Si plus de 150 000 personnes se déplacent en quelques jours ou semaines, aucune institution du monde ne peut les

gérer », et elles seront quasi abandonnées dans le désert... D'autre part, chacune des forces armées qui interviendront – armées irakienne, américaine, française, turque, et milices chiïtes, kurdes, sunnites... – ont leur propre agenda pour la suite, et comme dans la reprise d'autres villes irakiennes, les exactions sont certaines. Ainsi, les conditions de redéploiement de l'État islamique, ou d'un nouvel avatar tout aussi néfaste, seront renouvelées sous une forme encore plus violente.

Les grandes puissances impérialistes ont joué un rôle majeur dans l'aggravation des problèmes du Moyen-Orient depuis des années. Nous devons imposer l'arrêt de tous les bombardements dans la région et obliger ces grandes puissances à cesser de se substituer à l'initiative des peuples. Nous devons en revanche toute notre solidarité aux opprimés mobilisés, et l'aide par en bas à leurs combats pour la liberté, la justice et la souveraineté !

Jacques Babel

CALAIS

En attendant le grand chambardement...

À quelques jours du démantèlement, le dispositif policier autour de la « jungle » se resserre, et la propagande du pouvoir, reprise par les médias, veut faire croire à une opération humanitaire maîtrisée et parfaitement organisée...

Calais, ville de non-droit

Le vendredi 14 octobre, à l'appel de la Coalition internationale des sans-papiers et migrantEs, un rassemblement de soutien aux habitantEs de la « jungle » devait se tenir place d'Armes. Celui-ci, comme la manifestation du 1^{er} octobre, a immédiatement fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'interdiction, confirmé ensuite par le tribunal administratif. Dès midi, d'importantes forces de police quadrillaient le centre-ville, dissuadant tout regroupement, laissant la place d'Armes aux flics

et aux équipes télé en quête d'un événement qui n'aura pas lieu. Pourtant, un mois plutôt, le 5 septembre, une manifestation menée par la maire LR Natacha Bouchart, regroupant le ban et l'arrière-ban des organisations patronales locales, la FNSEA, et (malheureusement) la CGT portuaire, avait été autorisée par cette même préfecture. Une manifestation qui sans difficulté a pu bloquer l'autoroute A16 et la rocade toute une journée, afin d'obtenir des renforts de police et un démantèlement rapide du bidonville... Il s'agit

donc bien d'une volonté des autorités de faire taire toute voix hostile au démantèlement du campement.

Des « partenaires humanitaires » fort complaisants

Engluées dans leur collaboration avec l'État, les organisations dites « humanitaires » cogèrent avec la police les préparatifs de la déportation massive qui se prépare. Prenant les réfugiés par petits groupes, elles tentent de les persuader de choisir à quelle sauce ils/elles vont être mangés, allant même jusqu'à leur assurer la souplesse et la bienveillance des préfectures dont ils dépendront quand ils seront dispersés dans les CAO (centres d'accueil et d'orientation). Des propos « rassurants » en parfaite contradiction avec les déclarations de Cazeneuve, qui lui

ne parle que de « consignes de fermeté », d'« expulsions », de « centres de rétention » et d'OQTF !

Posture humanitaire oblige, ces organisations ont obtenu sans difficulté un report d'une semaine du démantèlement, le temps pour le gouvernement d'annoncer qu'il avait subitement trouvé 7254 places dans des centres d'hébergement dont on nous disait, il y a peu, qu'ils étaient « surbookés » ! Effet d'annonce encore, 16 mineurs isolés (sur les 1300 résidant actuellement sur la « jungle ») auraient mardi rejoint la Grande-Bretagne après de « dures négociations »...

Enfin, pour éviter l'intervention intempestive des « No border » ou de tout autre groupe qui aurait l'intention de « perturber » cette belle opération humanitaire, la plupart des associations, Secours catholique compris, ont accepté sans rechigner de fournir à la police la liste de leurs

Un monde à changer

RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE... EN CORÉE DU SUD AUSSI

Le gouvernement sud-coréen veut liquider une fois pour toutes la tradition syndicale militante qui plonge ses racines historiques dans la résistance à la dictature Park Chung-hee (1960-1979), puis Chun Doo-hwan (1980-1987). Le Conseil national des syndicats (NCTU, fondé en 1990), puis la Confédération des syndicats coréens (KCTU qui lui succède en 1995) ont incarné cette tradition. Non sans difficulté, cette dernière a tenté de s'adapter à des conditions de lutte changeantes. Depuis décembre 2012, le pays est présidé par Park Geun-hye, la propre fille du dictateur...

La répression récurrente contre la KCTU connaît aujourd'hui un nouveau pic. Les conglomerats coréens (chaebols) sont activement engagés dans l'offensive contre les droits syndicaux. La grève du secteur public engagée contre la réforme régressive du travail et le système de rémunération fondé sur la performance a été déclarée « illégale ». Neuf dirigeants du Syndicat coréen des chemins de fer (KRWU) sont

victimes de l'infâme accusation d'« entrave à l'activité économique »... Pour casser la grève, le gouvernement projette un « arbitrage d'urgence », une pratique dénoncée par l'OIT (Organisation internationale du travail) comme une violation de la liberté d'association. Les chauffeurs routiers indépendants, qui prévoient aussi une grève, font également face à des accusations criminelles et civiles. Plus de vingt dirigeants et militants syndicaux sont emprisonnés, alors que leur seul crime est d'avoir défendu les droits des travailleurs. Il s'agit notamment du président de la KCTU, Han Sang-gyun, du vice-président de la KPTU (Transports), Cho Sung-deok et du président de la KPCWU (Construction d'usines), Lee Jong-hwa.

Un appel intersyndical à la solidarité internationale a été lancé avec l'appui de la Fédération internationale des transports (ITF). Pour signer la lettre en défense des syndicalistes sud-coréens : https://www.labourstartcampaigns.net/show_campaign.cgi?c=3194

RENAULT L'art de faire passer un plan de suppressions d'emplois pour un plan d'embauches...

L'annonce par Renault de 1000 embauches supplémentaires en 2016 a eu un large écho dans la presse la semaine dernière...

Elle porterait à 3000 le nombre d'embauches chez le constructeur français depuis 2013. Mais la plupart des médias, sûrement soucieux de ne pas froisser un gros annonceur potentiel, oublient tout simplement de rappeler que sur cette même période, celle de l'accord de compétitivité signé en 2013, ce sont 10 000 salariéEs qui ont été poussés à la porte : par des « dispenses d'activité » (sorte de préretraite pour les plus âgés), par des incitations aux départs sous formes d'aides financières ou d'aides à la création d'entreprise. Comment les salariéEs pourraient-ils se satisfaire de ces embauches alors que c'est 20% de l'effectif qui a fondu en 4 ans, augmentant leur charge de travail, désorganisation leur travail et accroissant drastiquement la précarité ? Car la production ayant augmenté après la crise de 2008-2009, ce sont plus de 9000 intérimaires qui s'échinent dans les ateliers de fabrication et environ 5000 salariéEs d'entreprises prestataires qui effectuent les tâches les plus pénibles dans les centres d'ingénierie.



Des salariéEs de Renault dans la rue en mai dernier. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Un effet d'annonce qui ne change rien à la réalité

Les conditions de travail ou les pressions sur les salariéEs les plus précaires ne vont pas être modifiées par ces effets d'annonce et beaucoup de salariéEs ne sont pas dupes de cette opération de communication. L'approche d'un nouveau plan de compétitivité a sûrement motivé l'officialisation, par voie de presse, d'embauches

qui avaient déjà été annoncées et sont en cours de réalisation dans la plupart des sites. Un calendrier qui n'a rien d'innocent quand la direction a besoin de la signature d'au moins quelques syndicats d'ici à la fin de l'année 2016 pour faire subir de nouveaux reculs. Seuls les médias complaisants peuvent tenter de profiter de cette annonce : pour masquer la réalité de la situation vécue par l'ensemble

des salariéEs, qu'ils travaillent chez Renault, dans des boîtes d'intérim ou celles de sous-traitance ; pour faire oublier le petit scandale des émissions polluantes des moteurs Diesel de Renault, dues à des choix techniques guidés par la seule soif de profit et à des moyens toujours plus restreints mis à disposition des salariéEs pour faire correctement leur travail ; Ou encore pour passer sous silence le salaire mirobolant de Carlos Ghosn, plus de 7 millions d'euros par an pour son mi-temps de PDG de Renault, que même certains actionnaires trouvent trop élevé ! Les conditions de travail et les sous-effectifs continuent à s'aggraver. La pression sur les salaires aussi, par le biais notamment de la précarité. Mais, il n'y a aucune fatalité à cela. Si les travailleurs de Renault, qu'ils aient un contrat stable ou précaire, répliquent aux attaques qui se profilent à l'horizon du deuxième accord de compétitivité que Ghosn veut obtenir pour la fin de cette année, tout sera possible. Et rien n'empêchera une lutte à première vue défensive de se transformer en lutte offensive, pour des augmentations uniformes de salaires pour tous les salariéEs, quel que soit leur statut.

Correspondant

Le chiffre

1 milliard d'euros

C'est la somme reçue en 2015 par 9600 ultra-riches (dont la plupart ont un patrimoine d'au moins 10 millions d'euros...) grâce au mécanisme de plafonnement de l'impôt sur la fortune. Soit quatre fois la baisse de la CSG sur les petites retraites qu'il y aura (peut-être) dans le prochain budget...



Agenda

Jeudi 20 octobre, rencontres de La Brèche, Paris. Les dispensaires autogérés grecs (Syllepse, 2016) présenté par ses auteurs, à 18h30 à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Samedi 22 octobre, manifestation pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Lannemezan. À 14h, devant la gare de Lannemezan, 270, avenue de la Gare.

Samedi 5 novembre, fête du NPA 69, Vénissieux. À partir de 15h, débats et projections... et à 19h, meeting avec Philippe Poutou, salle Joliot-Curie.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

C'est un non-événement...

Un responsable de l'entreprise PSA, cité par le Monde lundi 17 octobre, après l'annonce de la suppression de plus de 2000 emplois supplémentaires.

« collaborateurs » qui seront donc les seuls autorisés à assister au grand nettoyage...

Vie de migrantE

Canons à eaux, véhicules blindés, hélicoptères, déploiement massif de CRS... Le camp est bien gardé ! À certaines heures, il est totalement bouclé et son accès interdit aux journalistes et aux soutiens... À d'autres, il est « entrouvert » à celles et ceux qui, en dépit d'un intimidant et humiliant filtrage, n'ont pas renoncé à rendre visite à leurs amis et camarades.

Alors, autour d'un verre de thé, les langues se délient... On apprend que le campement est toujours surpeuplé, que le départ des « dublinés » (ceux qui ont déjà déposé leurs empreintes dans un autre pays) qui redoutent une expulsion (soit dans le pays où ils ont fait une demande d'asile, soit directement pour l'Afghanistan ou

le Soudan, leur pays d'origine), est compensé par de nouveaux arrivants souhaitant un hébergement dans un CAO plutôt que de rester un hiver de plus dans une rue parisienne. On affirme aussi que toutes les nuits, « ça passe en Angleterre », que « le rideau de fer a été cisailé »... Et on dit que la nuit dernière a été plutôt calme, que les flics n'ont grenadé que pendant une heure...

Curieusement la vie est paisible, et l'ambiance bien plus humaine qu'au centre-ville. Une salle de jeu (avec billard et sono s'il vous plaît !) a été aménagée pour les mineurs isolés. Des vélos de récupération circulent dans le labyrinthe des ruelles de l'arrière-camp (un atelier de réparation a même ouvert). Et les boutiques fermées par les flics ont refait leur apparition... Bref, la vie continue... « En attendant le grand feu d'artifice ! » (parole d'un migrant).

Alain Pojolat

CALAIS, LE TEMPS DES ADIEUX



le Soudan, leur pays d'origine), est compensé par de nouveaux arrivants souhaitant un hébergement dans un CAO plutôt que de rester un hiver de plus dans une rue parisienne. On affirme aussi que toutes les nuits, « ça passe en Angleterre », que « le rideau de fer a été cisailé »... Et on dit que la nuit dernière a été plutôt calme, que les flics n'ont grenadé que pendant une heure...

Curieusement la vie est paisible, et l'ambiance bien plus humaine qu'au centre-ville. Une salle de jeu (avec billard et sono s'il vous plaît !) a été aménagée pour les mineurs isolés. Des vélos de récupération circulent dans le labyrinthe des ruelles de l'arrière-camp (un atelier de réparation a même ouvert). Et les boutiques fermées par les flics ont refait leur apparition... Bref, la vie continue... « En attendant le grand feu d'artifice ! » (parole d'un migrant).

Alain Pojolat

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PAYS BASQUE**Non à l'application du mandat d'arrêt européen contre Émilie Martin**

Émilie Martin, l'acharnement prétendument judiciaire de deux États. DR

Un mandat d'arrêt européen (MAE) a été envoyé par l'État espagnol à l'État français au mois d'avril dernier visant Émilie Martin.

Celui-ci lui a été notifié le 6 octobre et l'audience devant le juge a eu lieu le 11 octobre au tribunal de Pau. Suite à cette notification, Émilie doit obligatoirement pointer tous les lundis à la gendarmerie de Saint-Jean-Pied-de-Port (64), son lieu de résidence, et ne doit pas quitter le territoire français.

Il lui est reproché d'être la porte-parole de Herrira, une organisation de soutien aux prisonniers basques (presos) créée en 2012 au Pays basque nord et sud. Herrira, que l'on peut traduire par « retour au pays », a été suspendue au sud par l'État espagnol en 2013. Ce dernier a mis les scellés sur ses locaux et saisi tous ses biens. Dans le même temps, 46 personnes de nationalité espagnole ont été convoquées devant un juge, mises en examen mais laissées en liberté. La seule incarcérée depuis trois ans est une avocate, Arantxa Zulueta, maintenue dans un isolement total... Émilie a également été convoquée deux fois par la justice espagnole, mais a refusé de se rendre Madrid. Un premier MAE la concernant avait été envoyé à la juge Laurence Levert du parquet anti-terroriste de Paris, puis transmis à la procureure de Bayonne. Cette dernière avait refusé d'agir, Herrira étant une organisation légale en France. Et c'est là l'inacceptable du dossier : Émilie est inculpée pour des activités... tout à fait légales en France, comme l'organisation d'Ongi Etorri (des cérémonies de bienvenue) pour les presos libérés (comme ce fut le cas pour Lorentxa Guimon en début d'année). Il faut savoir qu'Émilie n'a pas passé la frontière franco-espagnole depuis dix ans et que les faits qui lui sont donc reprochés se seraient passés au Pays basque nord.

Des États qui ne connaissent que la répression

On ne peut que rapprocher son cas de celui de sa sœur, Aurora, déjà condamnée et emprisonnée en Espagne, dans la volonté de la justice espagnole de s'en prendre à tout ce qui touche au soutien des presos, libres ou encore incarcérés. Aurora est aujourd'hui la porte-parole de l'organisation Bagoaz, composée de diverses organisations politiques et humanitaires, qui se bat pour les droits des presos.

À l'appel de nombreuses organisations¹, un rassemblement regroupant 200 personnes a eu lieu devant la sous-préfecture de Bayonne le 10 octobre pour exiger la non-application du MAE contre Émilie, la libération de l'avocate Arantxa Zulueta et la fin des poursuites à l'encontre de toutes les personnes mises en examen. Émilie et son avocate sont ressorties confiantes du palais de justice de Pau. Le procureur a plaidé le rejet du MAE en argumentant que tous les faits qui lui sont reprochés se sont déroulés sur le territoire français et, de ce fait, qu'ils n'avaient rien d'illégaux, puisque l'organisation Herrira n'y est pas interdite. Il a également demandé la levée des obligations de contrôle judiciaire qui lui sont imposées depuis le 6 octobre. La décision de la cour d'appel de Pau sera connue le mardi 18 octobre.

On peut espérer qu'elle ira dans le sens du réquisitoire du procureur. Mais l'on sait aussi qu'au Pays basque, malgré la volonté d'une grande partie de la société basque de tourner la page et d'aller vers la « paix », les États espagnols et français sont prêts à user de tous les moyens pour bloquer ou ne pas participer aux processus mis en place. Jusqu'à aujourd'hui, la seule voie qu'ils connaissent, c'est bien celle de la répression.

Sylvie Laplace

1 - Abertzaleen Batasuna, Aitzina, Anai Artea, Autonomia Eraiki, Bake Bidea, BIZI, Collectif contre les violences sexistes, CAR/EKB, CFDT Pays basque, CFDT Santé-sociaux, CGT Cheminots, CGT Territoriaux Biarritz, Cimade Bayonne, CDDHPB, ÉÉLV, EHBAI, EHZ, ELB, Emateztek diote, Ensemble, Etxerat, Indar Beltza, LAB, LDH, NPA, OIP Bayonne, PAF, Sortu.

VIRY-CHÂTILLON (91)**Campagne sécuritaire et haine de classe**

Samedi 8 octobre deux voitures de police étaient attaquées et incendiées, près du quartier de la Grande-Borne, entre Viry-Châtillon et Grigny, dans l'Essonne. Quatre policiers ont été blessés, dont deux grièvement brûlés. Ce qui n'était qu'un fait divers, aussi dramatique soit-il, est devenu l'objet d'une vaste campagne contre les classes populaires pour justifier l'offensive policière et sécuritaire du gouvernement, seule réponse qu'il connaisse aux drames que sa propre politique engendre.

Ce carrefour lieu de l'attaque est connu pour de nombreux vols à la portière avec violences, lieu aussi de divers trafics. Il y a un an, la mairie de Viry-Châtillon avait décidé d'y installer une caméra de surveillance, depuis régulièrement détruite... C'est pour la « sécuriser » qu'étaient en place les deux voitures de police attaquées par une vingtaine de jeunes. La police voulait à tout prix contrôler le carrefour face à une bande de jeunes pris dans la logique des trafics, de la délinquance, de la violence dans un monde sans issue pour eux.

Les classes dangereuses...

Après avoir qualifié les agresseurs de « sauvages », Bernard Cazeneuve, désavoué par Valls parlant de « barbares », a dû hausser le ton et parler de « criminels cagoulés » face à la mobilisation des policiers et à la pression des Républicains et du FN qui ont exigé sa démission. « Stop au coup de l'excuse sociale ! », s'est exclamée l'ancienne porte-parole LR Lydia Guirou, alors que le secrétaire général du FN, Nicolas Bay, pratique l'amalgame avec « des terroristes islamistes » et que Marion Maréchal Le Pen évoque « des tueurs de flics ». La Grande-Borne, cité abandonnée où vivent 13 000 personnes, le plus souvent pauvres et sans travail, en particulier les jeunes, est déclarée « zone de non-droit » soumise à la



À la Grande-Borne, l'État affiche sa politique sociale... DR

loi des bandes et des gangs, des trafiquants de drogue... Toute sa population est ainsi stigmatisée, alors que l'État est incapable de faire face à ses propres responsabilités pour que la Grande-Borne et Grigny ne soient plus une zone de non-droits sociaux, cela alors que la ville est en faillite, financièrement sous tutelle de la préfecture.

Surenchères répressives et électoralistes

Pour masquer sa responsabilité l'État et ses serviteurs politiques stigmatisent les classes populaires et instrumentalisent un fait divers dramatique pour mener leur campagne

sécuritaire, s'appuyant sur une mobilisation initiée par les syndicats de la police les plus à droite, dont Alliance et SGP-FO, et les gradés, avec la collaboration active des médias. Ledit malaise policier est mis en scène : « Les policiers ont peur », « Les policiers sont à bout », et Alliance de dénoncer « le sentiment d'impunité des délinquants » et le « laxisme de la justice ». Le refrain, c'est la faute aux juges, exige de « modifier la législation sur la légitime défense », avec une « remise à niveau des effectifs de la police nationale ».

« Quand on s'attaque à des policiers, on s'attaque tout simplement à la France », leur répond Valls avec emphase. Il

voudrait que tout le monde aime sa police autant que lui ! Et, pour se faire aimer, il débloque 650 millions d'euros pour « reconquérir pas à pas » ces « territoires »... Il annonce 101 postes supplémentaires en Essonne, des « films anticraquages sur les véhicules, voire des blindages » ou encore des tenues « ignifugées », avec bientôt la construction d'un « commissariat de plein exercice » à la Grande-Borne. Le maire PCF de Grigny approuve. Pourtant, il est bien placé pour savoir que ces annonces électoralistes ne résoudront rien. Bien au contraire, elles enferment une partie des jeunes dans le piège de la violence en accentuant les tensions.

Tout le monde comprend que cette campagne politicienne, tout comme ces annonces n'ont d'autres visées qu'électorales... Le sort de la population de la Grande-Borne et de Grigny, le pouvoir et les politiciens de gauche comme de droite s'en moquent. « Apartheid », disait Manuel Valls, là aussi sans comprendre grand-chose. Mais c'est bien lui, sa politique et celle des banquiers et patrons qu'il sert, qui font des quartiers populaires les plus défavorisés des territoires sans espoirs ni perspective. Et avec l'ensemble du monde du travail, il faudra bien que la jeunesse et la population réussissent à se donner les moyens de faire entendre leur profond malaise et de conquérir leurs droits.

Yvan Lemaitre

DROITE Les sept mercenaires du capital

Jeudi 13 octobre, lors du premier grand débat pour les primaires de la droite, les sept candidats s'étaient donné pour consigne de ne pas trop se chamailler face aux téléspectateurs. Une consigne totalement respectée, et pas très compliquée à suivre, puisqu'ils sont bien d'accord sur l'essentiel...

Car pour eux, l'essentiel est bien de continuer en l'approfondissant la ligne politique suivie par Hollande en terme de casse sociale et de tout-sécuritaire.

La destruction totale du social

Celle-ci passe par de nombreuses suppressions d'aides, comme les emplois aidés ou l'aide médicale de l'État, ce que justifie Bruno Le Maire car « avec cette aide on rembourse des soins à des étrangers en situation irrégulière alors que les citoyens français qui en ont besoin ne peuvent pas se soigner »... Erroné, cynique et discriminatoire ! Sont annoncées également les suppressions d'accusés dont le SMIC ou le statut de la fonction publique, y compris pour les enseignantEs, ce qui se traduirait par la suppression de 300 000 à 500 000 postes de fonctionnaires et une baisse de 80 à 100 milliards de la dépense publique. Avec la privatisation de Pôle Emploi, la dégressivité des allocations chômage et le passage du départ à la retraite à 65 ans, ils ont trouvé les moyens de faire disparaître la question sociale !

Sans surprise, les patrons sont donc les grands gagnants du programme : baisse de ce qu'ils appellent « les charges sociales » et suppression de l'ISF. Les syndicats seront contournés par la généralisation des référendums d'entreprise, qui isolent les



salariés boîte par boîte, utilisant fréquemment le chantage à l'emploi et permettant plus facilement, voire avec consentement, le passage en douceur des reculs sociaux.

Pour se démarquer d'un Hollande qui fait déjà une politique de droite, ils proposent un ultralibéralisme qui vise à la dérégulation totale du travail et un service au capital sans faille. Avec, dans le même temps, un réel populisme chez Sarkozy qui annonce sans complexe lors du meeting au

Zénith vouloir être « le représentant de la France de la vie réelle, qui se sent maltraitée, qui n'est plus considérée »...

Démocratie, laïcité, identité...

La question démocratique réelle, celle qui consisterait à demander et tenir compte de l'avis des intéressés ou/et de celui de la « représentation nationale », est également réglée. S'il est élu, Juppé décidera à coups d'ordonnances dès le premier mois suivant son élection sur des sujets

aussi importants que la remise en cause des 35 heures ou la fiscalité. Quant à Sarkozy, il veut utiliser le référendum dans la construction d'un bouc émissaire, manière de nous détourner de nos luttes communes. En effet, les deux premiers référendums proposés porteront sur la suppression du regroupement familial et l'internement des fichés S les plus dangereux...

Sur le fond, et malgré les apparences, les prises de position de deux principaux candidats sont assez semblables. Avec certes des propos toujours plus outranciers, Sarkozy veut agir contre le communautarisme par l'assimilation : « quand on devient Français, on vit comme un Français et nos ancêtres sont les Gaulois, toute personne qui veut entrer dans la communauté nationale doit faire sien notre récit national ». Ce qui revient à demander aux arrivants de couper leurs racines. Juppé invente, lui, l'« identité heureuse », ce qui lui permet de reconnaître la diversité de la France multiculturelle... tout en affirmant « je suis très attaché à cette construction du bien commun qui repose sur l'histoire, la langue les racines judéo-chrétiennes de notre pays »...

Bref, quel que soit leur candidat, il sera au final au service zélé du patronat et du profit. Il restera bien notre ennemi de classe !

Roseline Vachetta

ÉGYPTE À bas la répression contre les salariés des chantiers navals!

Ceux-ci sont poursuivis suite à une mobilisation revendiquant notamment de meilleurs conditions de travail, l'assurance santé pour les familles des salariés, une compensation financière pour les travaux dangereux, ainsi qu'une augmentation de salaire. Le « crime » qui leur est reproché est d'avoir « poussé les travailleurs à cesser le travail ainsi qu'avoir appelé à des rassemblements et organisé une mobilisation à l'intérieur de l'entreprise visant à bloquer la production ». En d'autres termes, des actes conformes aux conventions internationales en vigueur concernant les droits des salariés, et dont l'Égypte tout comme la France sont signataires.

Attaques contre la révolution de 2011

Les faits remontent à mai 2016, lorsque le militaire qui dirige cette entreprise, devenue en 2003 propriété du ministère de la Défense, avait renvoyé chez eux 2400 salariés avec le tiers de leur paye normale et lancé des poursuites contre 26 salariés pour « incitation à la grève » et « refus de travailler ». En août, sous la pression de la campagne de solidarité en Égypte et dans le monde, 600 travailleurs ont été autorisés à retourner au travail. Immédiatement, un nouvel accident mortel dans l'un des ateliers a montré le mépris de la direction pour les règles de sécurité. Toutes ces poursuites font partie d'une attaque généralisée ayant

Au moment où cet article était écrit, il est prévu qu'un tribunal militaire prononce le 18 octobre son jugement concernant 15 travailleurs des chantiers navals d'Alexandrie, en détention provisoire depuis plus de quatre mois.



À Alexandrie, répression sur le chantier naval pendant la grève. DR

pour but de remettre en cause les acquis de la révolution de 2011 au moyen d'attaques contre les travailleurs, les opposants politiques et les mouvements de la jeunesse, dont ceux des étudiants. Terroriser les travailleurs a également pour but de parvenir à imposer les politiques d'austérité...

Vague de solidarité

La persécution subie par les salariés des chantiers navals a suscité une vague de sympathie parmi les travailleurs d'Égypte. Un comité de soutien mis en place par des révolutionnaires et des militants des droits de l'homme a reçu le soutien de syndicats indépendants,

ainsi que de leaders de la jeunesse et du syndicalisme. Le comité a également organisé de nombreux meetings au Caire et à Alexandrie, agissant aussi dans les réseaux sociaux. Des personnalités ont lancé une série de vidéos condamnant les procès militaires. Des actions de solidarité ont également eu lieu à l'extérieur de l'Égypte, avec des centaines de syndicalistes et de militants politiques de nombreux pays ayant signé des pétitions demandant la libération des salariés. La solidarité avec les salariés poursuivis et la pression pour leur libération ne servent pas uniquement les intérêts du mouvement ouvrier.

Elles font partie de la lutte pour la démocratie ainsi que de la bataille contre l'austérité.

Responsabilité de l'État français

Le chantier naval concerné travaille dans le cadre des contrats d'équipements militaires passés entre les gouvernements français et égyptiens. C'est en effet à cette entreprise que la société française DCNS a sous-traité la construction de trois des quatre corvettes Gowind. En tant que donneur d'ordre, le pouvoir français est donc partie prenante de la dégradation des conditions de travail et de vie des salariés... ainsi que de cette répression. Il n'a jamais pris de mesure concernant la violation des droits de l'homme en Égypte et continue à passer des contrats d'armements, avec notamment la vente de 24 Rafale, un satellite militaire et d'autres projets à venir. Nous exigeons que le donneur d'ordre, c'est-à-dire l'État français, assume ses responsabilités en intervenant auprès du pouvoir égyptien pour l'arrêt de toutes les procédures engagées, la libération immédiate des salariés détenus et la satisfaction des revendications des salariés des chantiers navals.

Dominique Lerouge

Nombreux documents disponibles sur Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

MAROC

Élections sous la houlette du roi

Les élections législatives qui ont eu lieu le 7 octobre 2016 ont été remportées par le Parti de la justice et du développement (PJD, islamiste monarchiste) qui a obtenu 125 députés, contre 102 à son principal rival, le Parti Authenticité et Modernité (PAM, libéraux monarchistes), sur un total de 395 sièges.

Le roi Mohamed VI vient de nommer Abdelilah Benkirane du PJD comme chef de gouvernement pour un second mandat. Ces élections se sont tenues sous la houlette d'un monarque qui a façonné une constitution lui décernant tous les pouvoirs. Elles ont un rôle de conférer une légitimité politique à cette monarchie de droit divin. Elles permettent aussi d'intégrer les élites dans un système qui contrôle le politique et l'économique par la répression et la cooptation.

Les partis politiques en lice sont tous des partis libéraux monarchistes qui s'attellent à gérer la politique du régime et les diktats des bailleurs de fond. La Fédération de la gauche (coalition de trois partis de gauche sociale-libérale) réclame une monarchie constitutionnelle sans aucune perspective de changement. Et le mode de scrutin est un scrutin proportionnel à plus fort reste avec un mécanisme de découpage qui accentue la balkanisation de la scène politique. La loi organique relative aux partis politiques en vigueur garantit la sacralité de la monarchie.

Le régime avait mené auparavant une campagne de sensibilisation pour garantir une participation forte en insistant sur l'exception marocaine. Mais les citoyens et les citoyennes ont été plutôt indifférents à cette mascarade qui occultait leurs préoccupations sociales urgentes, cela d'autant plus que la crise capitaliste mondiale accentue la dépendance du pays et la détérioration des conditions de vie de la population.

En recherche d'alternatives concrètes

Ces élections viennent aussi dans un contexte de recul de la dynamique de masse initiée par le Mouvement du 20 février qui réclamait la liberté, la justice sociale et la dignité. Par des concessions, la monarchie a réussi à reprendre l'initiative et contenir la colère populaire dans un cadre de paix sociale relative. Elle a surtout été aidée par les directions syndicales et aussi par le contexte de contre-révolution dans la région. Et si les luttes sociales ne cessent pas contre les offensives sur les acquis historiques, elles sont éparpillées et souffrent d'un manque de centralisation pour constituer un rapport de forces. Le taux d'abstention élevé (55%) reflète le dédain d'une grande partie des masses pour ce jeu démocratique. Mais cette exaspération généralisée manque d'alternatives concrètes et se limite à l'illusion que le roi pourra quand même résoudre nos problèmes si on le laisse faire. Cela nécessite un travail de conscientisation pour élever le niveau politique de classe et initier des luttes sociales qui permettront de remettre en cause le caractère despotique de la monarchie et son système de pillage. C'est bien le rôle de la gauche radicale qui n'a pas encore assez d'implantation et de poids politique pour peser sur le cours des luttes. Une partie continue à boycotter ces élections mais sans grand écho, étant donné le bas niveau de conscience politique des masses. On le voit bien dans le grand nombre de votes obtenus par les islamistes du PJD, cela malgré le fait que le gouvernement, présidé par le chef de ce parti, en place depuis 2011, a assumé directement l'exécution d'un ensemble de mesures qui ont détruit le pouvoir d'achat telles que le démantèlement de la Caisse de compensation, l'augmentation de la pression fiscale et le gel des salaires. Le chômage et le nombre de pauvres ont augmenté.

Ces élections démontrent une fois encore la nécessité urgente d'un pôle de gauche radicale qui s'appuie sur les résistances des salariéEs et des classes populaires pour s'implanter dans les syndicats et dans tous les mouvements sociaux en lutte, avec un programme de transformation radicale de la société et n'utilise les élections que dans un but d'éducation et sensibilisation de la classe ouvrière dans une perspective d'alternative socialiste.

Jinan Nader

(militant du courant alMounadil-a au Maroc)

THAÏLANDE Succession monarchique sous l'égide de l'armée

La mort du roi Bhumibol Adulyadej (Rama IX) a été officiellement annoncée le 13 octobre. Il avait 88 ans, aura régné sept décennies et aurait joui, dit-on, d'une popularité et d'un respect sans pareils... L'histoire des monarchies n'est cependant jamais un roman à l'eau de rose. Depuis 1932, la royauté en Thaïlande n'est plus absolue, mais constitutionnelle. À de rares interludes près, le pouvoir réel est détenu par l'armée. Bhumibol est monté sur le trône en 1946 (sous régence jusqu'en 1950), après que son frère fut mort d'une balle dans la tête dans des circonstances mal élucidées. Au temps de l'escalade militaire US au Vietnam, le pays a été transformé en un immense porte-avions terrestre et couvert de bordels destinés au repos des GI's. La junte militaire a été renversée en 1973, à l'occasion d'un soulèvement étudiant, mais trois ans plus tard, l'ordre dictatorial a été rétabli par un coup d'État sanglant... avec l'appui du palais. L'autorité du palais royal était alors, de nouveau, au plus bas. Pour la rétablir, la « tradition culturelle » n'aurait pas suffi. Un véritable culte de la personnalité a été construit des années durant avec l'aide des États-Unis et de leurs services de propagande. Son effigie est

Le roi est mort, vive le roi? La royauté thaïe légitime le pouvoir en place plus qu'elle ne le possède. Cette fonction risque d'être mise à mal avec l'intronisation du prince héritier.



De dos, un tyran 2.0... DR

devenue omniprésente, le respect affiché une obligation, le crime de lèse-majesté s'est avéré une arme redoutable pour réprimer quiconque sort des clous ou interdite tout débat sur le régime, à l'instar de l'accusation de blasphème ou d'atteinte à la sécurité nationale en d'autres pays. Bhumibol Adulyadej a joué son rôle de parfaite façon. Il s'est laissé déifier sans pour autant contester le pouvoir à ceux qui le détenaient. D'allure austère, l'expression triste et lointaine, il pouvait incarner une figure

protectrice aimée du peuple, une posture que certains qualifient de « paternalisme despotique ».

Nouveau tyran?

Les princesses étant d'office écartées de la succession, le prince héritier (64 ans) doit donc monter sur le trône, alors qu'il s'avère incapable de jouer le même rôle que Bhumibol. Vivant à Munich plus qu'en Thaïlande, il est réputé play-boy, noceur, et les vidéos de ses frasques font le tour des chaumières... Il a même été

photographié descendant d'un avion en blue-jeans taille basse, débardeur découvrant le ventre, le buste couvert de tatouages temporaires. Il a fait de son caniche Foo Foo un haut officier de l'armée de l'air. Ce comportement peu protocolaire pourrait être amusant si le personnage n'était pas aussi inquiétant. Vindictif à l'extrême, il poursuit de sa hargne les proches de son père. Il a des comportements de tyran.

La famille royale est aujourd'hui la plus riche de la planète, sa fortune est évaluée à 35 milliards de dollars (31,70 milliards d'euros). Mais quel est son pouvoir effectif? La question est controversée. La reine Élisabeth est elle aussi une grande possédante, mais ne gouverne pas pour autant. Toujours est-il que sur le plan idéologique, les piliers du régime sont constitués de la monarchie, de l'armée et du clergé bouddhiste. Mais si cette Sainte-Trinité fonctionnait effectivement, la junte actuellement au pouvoir n'aurait pas besoin d'imposer un ordre particulièrement verrouillé et oppressif. La succession de Bhumibol rend l'avenir encore plus incertain qu'il ne l'était déjà.

Pierre Rousset

« BIEN PLACÉ, UN CANCER PEUT RAPPORTEUR JUSQU'À 120 000 EUROS » L'EXPLOSION DU PRIX DES NOUVEAUX MÉDICAMENTS!

« Un milliard d'euros de bénéfices, l'hépatite C on en vit très bien », « Bien placé, un cancer peut rapporter jusqu'à 120 000 euros », « Une leucémie, c'est en moyenne 20 000 % de marge brute », ou encore « Le mélanome, c'est quoi exactement ? C'est quatre milliards de chiffre d'affaires »...

Les affiches chocs de la campagne de Médecins du monde ont été interdites de métro « devant les risques de réaction négative » de l'industrie pharmaceutique. Alors une pétition prend le relais pour dénoncer « les marges colossales et révoltantes sur les traitements des malades » et poser une question simple à la ministre : « Quand il s'agit de santé, est-ce au marché de faire la loi, ou est-ce à l'État ? »

Car en France, les prix des médicaments ne sont pas libres, ils sont le fruit d'une très opaque négociation entre le gouvernement et l'industrie pharmaceutique à travers un Comité économique des produits de santé (CEPS). Alors qu'une équipe de chercheurs de Liverpool a estimé que le coût de production du nouvel anti-viral actif contre l'hépatite C, le Sofosbuvir, ne s'élevait qu'à une centaine d'euros pour les trois mois de traitement nécessaires, le laboratoire Gilead a obtenu un prix de revente de 41 000 euros, soit 400 fois plus ! 200 000 malades en auraient besoin... mais seulement 30 000 sont sous traitement.

Sans bénéfice thérapeutique... mais avec des bénéfices financiers !

Depuis plusieurs années, le prix des médicaments est en constante augmentation : le Keytruda contre le mélanome est vendu plus de 100 000 euros par patientE, le Glivec pour soigner la leucémie 40 000 euros par an et par patientE. En une quinzaine d'années, le prix moyen des traitements de cancérologie a bondi de 10 000 à plus de 120 000 euros par patientE et par an. Une explosion qui n'est pas justifiée par le coût de la recherche et développement... qui a diminué et qui souvent bénéficie des crédits de la recherche publique ! Une explosion qui n'est pas justifiée par une spectaculaire amélioration de l'efficacité



des molécules... puisque selon Médecins du monde, depuis les 20 dernières années, 74 % des médicaments mis sur le marché n'apportent que peu de bénéfices thérapeutiques...

Médecins du monde demande aux autorités de refuser de s'aligner sur les exigences de prix des firmes pharmaceutiques, de rendre le système d'arbitrage des prix plus démocratique et transparent, en y associant de façon structurelle des représentants des patients et des professionnels. L'association demande aussi de ne plus accepter les extensions de durée des brevets que la rapidité du développement des nouvelles thérapeutiques ne justifie pas, et enfin d'autoriser, comme cela existe déjà pour les traitements du sida et des infections opportunistes, l'utilisation de licences obligatoires pour les pays en développement, qui leur permettent la production et l'utilisation de génériques avant même que les brevets ne tombent dans le domaine public. En effet, la licence d'office peut être utilisée lorsqu'un médicament est mis à la disposition du public « à des prix anormalement élevés, ou lorsque le brevet est exploité dans des conditions contraires à l'intérêt de la santé publique », comme le souligne l'article L613-16 du Code de la propriété intellectuelle.

Le sous-titre choc de ce dossier, ce n'est pas nous qui l'avons osé, il s'agit du titre du livre publié il y a quelques mois par l'un des plus grands spécialistes mondiaux de médecine interne, le professeur Peter C. Gøtzsche, préfacé par l'ancien rédacteur en chef de la prestigieuse revue médicale *British Medical Journal*. Dans ce livre, ce spécialiste des études cliniques, qui anime des groupes Cochrane d'experts indépendants, compare l'industrie pharmaceutique à la mafia ou aux industriels du tabac, qui n'hésitent pas à utiliser dissimulation et corruption pour maximiser le rendement des actionnaires. Pour lui, l'industrie pharmaceutique a systématiquement essayé de corrompre la connaissance, les médecins, les sociétés savantes, les experts, les journalistes, les associations de malades, pour exagérer les avantages et minimiser les torts causés par les médicaments... au point de faire oublier que les médicaments seraient la troisième cause de mortalité, derrière le cancer et les maladies cardiovasculaires ! Après avoir posé la question de quels médicaments avons-nous besoin et à quel prix, il conclut que le modèle à but lucratif est le mauvais modèle. Il appelle à la nationalisation de l'industrie pharmaceutique, à l'abolition de ses brevets, à la publicité totale de toutes les données utilisées pour les autorisations de mise sur le marché, à l'indépendance totale des autorités de réglementation et à l'évaluation des médicaments par des organismes du secteur public. Malheureusement, l'actualité récente en France vient confirmer ce diagnostic impitoyable. En quelques jours, ce sont deux nouveaux scandales de santé publique qui sont venus s'ajouter à une liste déjà longue. La Depakine, responsable de nombreuses malformations, et les essais poubelles de Biotral, où l'Agence nationale du médicament est accusée d'avoir caché des données et couvert le laboratoire après le décès suspect de Rennes.

Depakine, les profits de Sanofi d'abord !

Depuis au moins 2009, la revue médicale indépendante *Prescrire* déconseille l'usage de la Depakine « tout au long de la grossesse ». Cette molécule, utile et efficace contre l'épilepsie, est en effet soupçonnée, depuis au moins 1980, de favoriser « les risques malformatifs, des effets ultérieurs néfastes décelables à l'âge scolaire sur le quotient intellectuel, sur le langage et le comportement ». Mais c'est le cri d'alerte de l'Apesac, l'Association de parents d'enfants souffrant du syndrome de l'anti-convulsivant, qui fait éclater le scandale en accusant la Depakine d'avoir provoqué 2531 victimes, dont 451 morts.

L'assurance maladie établit que, malgré les recommandations, plus de 14 000 femmes enceintes ont été exposées au médicament entre 2007 et 2014. Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales reconnaît au moins 450 cas de malformations congénitales, et dénonce « un manque de réactivité des autorités sanitaires et de celui du principal titulaire de l'autorisation de mise sur le marché », le groupe Sanofi-Aventis. Aucune décision des pouvoirs publics pour durcir les conditions de prescription après les premières alertes, aucune information des femmes en âge de procréer. Les

profits de Sanofi d'abord ! Ce n'est que grâce aux lanceurs d'alerte que les conditions de prescription de la Depakine sont aujourd'hui beaucoup plus strictes. Un fond d'indemnisation a été promis par Marisol Touraine...

L'association des victimes de la Depakine veut lancer la première action santé de groupe en justice, car c'est à Sanofi de payer, pas à nos impôts ! On se souvient aux USA de la condamnation du laboratoire Merck à payer 250 millions de dollars aux victimes du Vioxx et à la mise en place d'un fond d'indemnisation de 5 milliards de dollars. Son anti-inflammatoire Vioxx avait été jugé par la Food and Drug Administration américaine responsable de 27 785 décès entre 1999 et 2004 ! Merck avait caché à la FDA les résultats d'un essai clinique, réalisé chez des patients victimes de la maladie d'Alzheimer, qui montrait le triplement des accidents cardiovasculaires. On se demande au passage comment leur consentement éclairé avait été recueilli. Deux milliards de dollars de chiffre d'affaire annuel pour le Vioxx, une puissante motivation à oublier l'étude au fond d'un tiroir ! En France, les victimes du Vioxx attendent toujours...

L'affaire de l'essai du Bial par la société Biotral démontre, elle, jusqu'à la nausée, les complicités entre les groupes pharmaceutiques, les instances gouvernementales chargées de les surveiller et certains médecins qui nagent en plein conflit d'intérêts. Le journal en ligne *Mediapart* révélait il y a quelques jours que l'ANSM, l'Agence nationale de sécurité du médicament, avait ignoré une alerte cruciale sur l'essai clinique meurtrier de Rennes, et masqué sa négligence en transmettant un rapport interne censuré aux enquêteurs du ministre de la Santé. Un volontaire était décédé de troubles neurologiques lors de l'essai clinique. L'ANSM avait autorisé l'essai, alors que les animaux sur lesquels le médicament avait été testé présentaient déjà des troubles neurologiques. Deux chiens et un singe étaient décédés. Une alerte interne sur le sujet avait été ignorée. Un « détail » censuré sur la version transmise aux enquêteurs !

Quand les gendarmes du médicament... font affaire avec les laboratoires !

Plus fort encore, en mars 2015, *Mediapart* révélait les relations aussi édifiantes qu'incestueuses entre les firmes et les autorités de régulation. Les présidents successifs de la commission de la transparence du médicament (Gilles Bouvenot, Bernard Avouac), le vice-président de la commission d'autorisation de mise sur le marché et membre de la Commission européenne du médicament (Jean-Pierre Reynier), plus quelques autres, se réunissaient régulièrement et secrètement dans un hôtel de Marseille avec les laboratoires. Contre monnaie sonnante et trébuchante, ils préparaient les dossiers qu'ils étaient chargés de juger. Et bien sûr, ils avaient oublié de déclarer ces activités rémunérées ! Ces commissions jouent un rôle central dans la politique du médicament. Elles apprécient l'amélioration du service médical rendu par un médicament, l'ASMR. Elles décident du remboursement des médicaments par la Sécurité sociale. Leurs avis sont presque toujours suivis par les ministres de la Santé. La plupart des responsables des laboratoires interrogés par *Mediapart* « évoquent le

LES LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES EN ACCUSATION

« REMÈDES MORTELS COMMENT L'INDUSTRIE A CORROMPU LES

Dossier réalisé par Frank Cantaloup

Ce que nous voulons

Le médicament est un bien commun. Il doit nous appartenir à travers un service public du médicament contrôlé par la population !

Surprofits sur le dos des malades et de la Sécu, pathologies du Sud oubliées, scandales de santé, alertes négligées, corruption des décideurs de santé... Les capitalistes de « Big Pharma » ont montré qu'ils aiment moins notre santé que leurs profits.

Aussi nous soutenons toutes les exigences portées par le mouvement social, les lanceurs d'alerte. Celles de Médecins du monde pour baisser le prix des médicaments, celle de la revue indépendante *Prescrire* d'une expertise indépendante des médicaments et de la fin de la visite médicale, l'exigence du Formindep d'une formation médicale indépendante des labos... Mais nous ne voulons pas seulement « contrôler » « Big Pharma », il faut aussi orienter la recherche réellement en fonction des besoins de santé publique. Aucun conseil d'administration ne prendra le risque d'une recherche non rentable. Il faut donc arracher le pouvoir de décision aux actionnaires et un service public du médicament, sous le contrôle des salariéEs, des associations, des scientifiques indépendants, des peuples, pour définir les priorités de santé. Il faut aussi que les essais cliniques soient non seulement transparents, publics et consultables, mais orientés réellement et dès le départ par la recherche du meilleur service médical rendu, et pas par la volonté de profit. Pour cela, il faut exiger qu'ils soient réalisés par des médecins chercheurs indépendants des laboratoires, ce qui passe par un service public du médicament et la fin du pouvoir des actionnaires. Il faut enfin en finir avec les brevets, le cœur du moteur des profits du capitalisme pharmaceutique qui prive ceux qui n'ont pas de revenus du droit à ces biens communs que devraient être les médicaments. C'est pourquoi nous soutenons sans réserve les associations de malades du Sud privés de médicaments qui exigent le droit aux licences obligatoires pour produire moins cher malgré les brevets.

Car nos vies, notre santé valent plus que leurs profits !

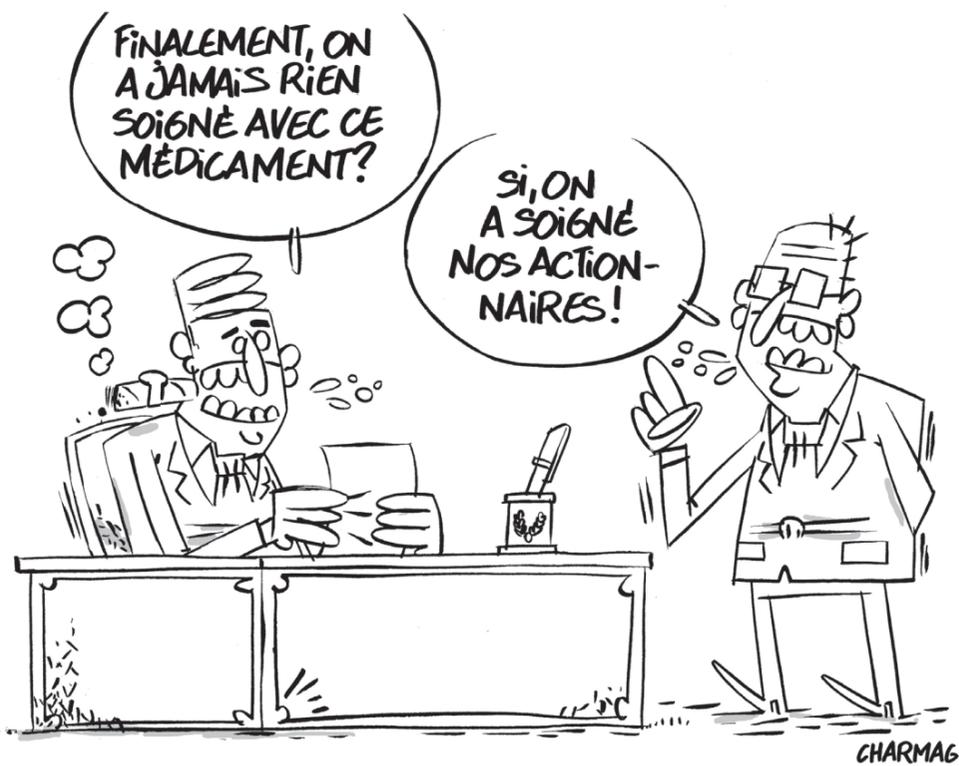
ADJUVANTS: LES LABOS CONTINUENT À DISTILLER LEURS POISONS...



LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES ET SERVICES DE SANTÉ



SCANDALES ET CRIMES ORGANISÉS. L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE ET LES SERVICES DE SANTÉ



CHARMAQ

chiffre de 60 000 euros versés pour ces prestations». Les médecins interrogés ne se souviennent plus, ou évoquent 1 000 à 1 500 euros, toujours en espèces! Le procureur a été saisi.

Difficile de croire que les liens financiers entre médecins experts et laboratoires ne sont pour rien dans la cécité de la commission de pharmacovigilance. Elle n'avait pas hésité à conclure il y a quelques années qu'il n'y avait pas « de signal significatif de toxicité du Mediator »... Un Mediator reconnu coupable d'au moins 500 morts par valvulopathie et hypertension artérielle pulmonaire, et probablement en réalité de plus de 2 000 morts. Il avait fallu la ténacité de la pneumologue Irène Frachon pour faire exploser la vérité. Malgré les alertes internationales, le laboratoire Servier avait continué à vendre son Mediator avec

le silence complice des autorités sanitaires. Indiqué pour lutter contre le diabète de type 2, les visiteurs médicaux de Servier l'avaient largement vendu dans une tout autre indication... un merveilleux coupe-faim pour la perte de poids! Le mobile du crime: sept millions de boîtes vendues chaque année à 300 000 patientes, pour un chiffre d'affaires de 300 millions d'euros.

Une stratégie de communication à 25 000 euros par médecin!

Au-delà même des scandales de santé publique, l'enquête de Quentin Ravelli publiée en livre sur la Pyostacine, la *Stratégie de la bactérie*, révèle le fonctionnement normal de l'industrie pharmaceutique. Voilà un excellent antibiotique, la Pyostacine... mais il a un problème: son marché (celui des infections cutanées) est très étroit.

Alors Sanofi, le troisième groupe pharmaceutique mondial, leader du CAC 40, déploie des myriades de visiteurs médicaux, multiplie les articles amis dans la presse médicale, tout entière financée par les publicités des labos, avec un seul objectif: positionner l'antibiotique sur un marché plus vaste, l'ORL et le bronchopulmonaire. Qu'importe que son efficacité dans ces indications soit au mieux médiocre, que son utilisation y facilite l'émergence de résistances... L'efficacité sur les profits de Sanofi elle est bien réelle!

Pas étonnant que chaque année, en France, l'industrie pharmaceutique dépense 25 000 euros par médecin en communications diverses, symposiums, formations orientées... dans les meilleurs restaurants, sans parler des congrès à l'autre bout du monde pour les KOL (key opinion leader)... Bien loin des

discours officiels pour justifier les prix élevés des médicaments, les dépenses de recherche et développement ne représentent que 9,8% du chiffre d'affaires des laboratoires. Moins que le budget marketing... Entre 1996 et 2005, les dix premières entreprises mondiales de l'industrie pharmaceutique ont consacré 749 milliards de dollars en marketing et administration, soit 2,6 fois plus qu'en recherche et développement.

Le Nord gavé de médicaments toujours plus chers, le Sud privé de traitements!

L'industrie pharmaceutique est fondamentalement en panne d'innovation, sauf dans de rares secteurs. Alors il ne lui reste plus qu'à copier à l'infini ses propres molécules, pour reculer la chute dans le domaine public de ses brevets, qu'à transformer en prise médicamenteuse nos plaintes et nos anxiétés, nos insomnies et nos désirs. À inonder les marchés solvables de molécules souvent mal testées, peu utiles ou qui n'apportent qu'une amélioration du service médical rendu fort modeste. Et à les faire payer très cher à la Sécurité sociale, avec la complicité des gouvernants... Il faut refuser la surconsommation médicale, d'antibiotiques, de somnifères, de psychotropes, dont la France est un des plus grands utilisateurs, il faut refuser la mise sur le marché de médicaments inutiles et dangereux, exiger le développement de méthodes de prise en charge non médicamenteuses de nombreuses pathologies comme l'insomnie, l'anxiété, favoriser l'accès aux psychologues, l'éducation thérapeutique... Mais il faut aussi réaffirmer que l'humanité a besoin de médicaments, peu nombreux, efficaces, bien testés, peu chers, accessibles à toutes et partout, aux effets secondaires limités et socialement acceptés. Et cela au Nord comme au Sud. Car si les marchés du Nord sont gavés de médicaments, les pathologies non solvables du Sud n'intéressent pas l'industrie pharmaceutique. Sur les 1 556 nouveaux médicaments approuvés entre 1975 et 2004, seuls 1,3% étaient développés pour lutter contre les maladies tropicales ou la tuberculose, alors que, selon l'organisation Drugs for neglected diseases initiative, ces pathologies représentent 11,4% de la morbidité mondiale. L'industrie pharmaceutique a été incapable de fabriquer un seul vaccin humain contre les maladies parasitaires, qui touchent les trois quarts de la population mondiale. Pourtant elle a réussi à sortir des vaccins... contre les parasitoses animales! L'agro-business paye, pas les malades des pays pauvres! Il y a pourtant un moment où les malades du Sud intéressent « Big Pharma »: pour réaliser à moindre frais ses essais thérapeutiques. Ainsi, l'Inde est devenue le haut lieu des essais cliniques délocalisés, où les cobayes sont 10 fois moins payés que dans les pays riches... Cela au prix de plus de 2 000 décès entre 2008 et 2012, selon un document du gouvernement indien. Et nous n'oublions jamais qu'en 2001, en pleine épidémie de sida, les 31 plus grands laboratoires ont osé mettre en procès à Pretoria le gouvernement sud-africain. Malgré les brevets de l'industrie pharmaceutique, celui-ci voulait fabriquer des antiviraux génériques, pour les rendre enfin accessibles aux malades sud-africains!

PENDANT LES PROFITS, LES LICENCIEMENTS CONTINUENT!

On parle souvent des scandales de l'industrie pharmaceutique, mais qui sait qu'il s'agit d'un des secteurs les plus rentables du capitalisme?

Protégés par leurs brevets, protégés par les prix de mise sur le marché acceptés par les gouvernements de droite comme de gauche, les trusts pharmaceutiques pillent notre Sécurité sociale. N'oublions pas que ce sont nos cotisations sociales, donc une part de nos salaires, qui financent notre santé... mais aussi les profits insolents des actionnaires. Et quand Sanofi réalise 7,4 milliards de bénéfices, comment ne pas remarquer que c'est plus que le pseudo-déficit de la Sécu qui ne s'est élevé la même année 2015 qu'à 6,6 milliards d'euros? Le taux de profit de l'industrie pharmaceutique française était de 9,9% en 2013, et même de 20% pour Sanofi. En 2009, il atteignait même 35% pour l'anglo-suédois AstraZeneca, 38% pour l'allemand Bayer, 36% pour le suisse Roche et 41% pour le français Sanofi.

Les actionnaires de Sanofric en ont plein les poches

« Servier Biogaran, 345 millions de profits et 2 milliards de cash, 610 familles sacrifiées ». C'est derrière cette banderole que manifestaient les salariés de cette entreprise à Suresnes, après l'annonce de la suppression de 610 postes de visiteurs médicaux sur 690, 90% de la division marketing. D'autant qu'une seconde charrette est prévue pour les salariés de la production, avec l'objectif de réduire les coûts de production de 25% sur trois ans, hors achat de matières premières. « Sanofric, des milliards de bénéfices, des milliers de suppressions de postes. Le médicament n'est pas une marchandise, la santé

n'est pas un produit financier! » C'est derrière cette banderole que le collectif des salariés en lutte anti-Sanofric manifestait. Ils dénonçaient, comme Sud et la CGT, les licenciements boursiers du géant français de la pharmacie, devenu la première capitalisation du CAC 40, classé au top cinq mondial des géants de la pharmacie. C'est que Sanofi a déjà supprimé 5 000 emplois en France depuis 2008, notamment dans le département « Recherche et développement ». « 40% des programmes de recherche sont coupés », ce qui, selon le PDG Chris Viehbacher, devra permettre au groupe de se concentrer sur « des projets à forte valeur et de réattribuer les ressources sur des partenariats externes ». En fait Sanofi multiplie les partenariats de R&D avec des laboratoires d'universités publiques, captant ainsi les innovations sans devoir en supporter les coûts. Les seuls bénéficiaires des 7,4 milliards d'euros de bénéfices de Sanofi en 2015 sont les actionnaires, qui en ont perçu 51%, soit 3,8 milliards d'euros. Les salariés, eux, ont dû se contenter d'un nouveau plan de suppression de 600 emplois, 2% de l'effectif. En 2013, Sanofi a reçu 137 millions d'euros de crédit d'impôt recherche et crédit d'impôt pour la compétitivité, alors qu'il n'a payé que 600 millions d'euros d'impôts...



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILLO

Pour aller plus loin

► Peter C. Göttsche, *Remèdes mortels et crime organisé. Comment l'industrie pharmaceutique a corrompu les services de santé*, Presses de l'Université Laval, Québec, 2015

PETER C. GÖTTSCHÉ, M.D.
Traduction de FERNAND TURCOTTE, M.D.
En collaboration avec PIERRE BIRON
REMÈDES MORTELS ET CRIME ORGANISÉ
Comment l'industrie pharmaceutique a corrompu les services de santé



QUENTIN RAVELLI
LA STRATÉGIE DE LA BACTÉRIE
UNE ENQUÊTE AU CŒUR DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

► Quentin Ravelli, *La Stratégie de la bactérie, une enquête au cœur de l'industrie pharmaceutique*, Seuil, 2015

DEMANDES D'ASILE

Fonctions régaliennes? Mon œil!

Toutes les tendances de droite réclament la réduction des tâches de l'État, que celui-ci se concentre sur son « cœur de métier » (armée, police, justice, etc.), et qu'il laisse le reste au privé, réduisant ainsi massivement le nombre des fonctionnaires! Le PS va dans le même sens... et parfois même encore plus loin!

Ainsi, le pré-accueil des demandeurs d'asile, qui relève a priori de ces fameuses « fonctions régaliennes » est depuis quelques temps, après appel d'offres, sous-traité à des organismes privés qui reçoivent les réfugiés, examinent leur cas et leur distribuent, ou non, le ticket qui leur permettra d'être reçu en préfecture pour la suite de la démarche. Après Coallia, très impliquée dans l'hébergement, c'est la Facem, organisme de formation, qui a remporté le marché, et qui fait le job de façon scandaleuse.

Dans les Hauts-de-Seine par exemple, elle a d'abord reçu les demandeurs d'asile dans des locaux situés sur une grande avenue, ce qui a déplu aux voisins, notamment à une entreprise qui occupait le même immeuble. En effet, pour être sûrs d'obtenir le précieux ticket, les réfugiés faisaient la queue sur le trottoir dès le dimanche soir, veille du jour de distribution, sans abri contre les intempéries, sans toilettes pour faire leurs besoins, et avec de temps en temps un peu de tapage nocturne... La Facem a donc déménagé pour un local indépendant situé entre des pavillons, dans une petite rue en lisière d'une zone d'activités. Et pour corser les choses, au lieu de distribuer le lundi les 80 tickets que lui confie hebdomadairement la préfecture, elle étale les choses sur 4 jours, si bien que des réfugiés doivent faire la queue 4 nuits et 4 matins consécutifs, et que les voisins doivent subir la gêne occasionnée plus de la moitié de la semaine.

Un accueil indigne

Des organisations humanitaires, MRAP et surtout Secours catholique, viennent tous les matins servir le petit-déjeuner et calmer le jeu avec les voisins quand ceux-ci s'énervent un peu trop. Mais pour le moment, il n'a pas été possible d'installer des toilettes de chantier, ce qui serait le minimum... Face aux critiques, la Facem affirme que dans ses locaux, son travail est irréprochable et qu'elle n'est pas responsable de ce qui se passe sur la voie publique. Il paraît que la préfecture trouverait cet argument « osé ». On peut en tout cas trouver scandaleux son propre comportement. Cela fait peut-être quelques fonctionnaires en moins, mais même si les employés de la Facem sont moins bien payés que ceux de l'État, le coût pour les finances publiques est sûrement au final plus élevé. Et surtout, la façon dont on traite les demandeurs d'asile, sensés être de « bons migrants » (!), est carrément indigne.

On peut imaginer que, si un tel dispositif de pré-accueil avait été mis en place pour les automobilistes qui vont en préfecture retirer leur permis ou leur carte grise, le système n'aurait pas duré bien longtemps!

Jacques Capet

LA MONNAIE PESSAC (33)

Grève pour la réintégration de notre camarade

Depuis le 10 octobre, la Monnaie à Pessac (33) est en grève contre le licenciement illégal d'un collègue.

Ancien secrétaire du CHSCT, il a été licencié au retour d'un congé sabbatique, au mépris du Code du travail qui prévoit son reclassement. Cette injustice a suscité une vive réaction et la CGT a appelé immédiatement à la grève. Dans les raisons de la colère, d'abord le mépris du PDG qualifiant le collègue de « personne organisant son parcours professionnel de façon erratique et individualiste »... Un comble pour ce haut fonctionnaire qui ne connaîtra jamais le chômage et qui ne pense qu'à sa carrière! Nous dénonçons aussi la façon dont une entreprise publique licencie en s'asseyant sur le Code du travail. La direction perdra

sûrement en prud'hommes, mais qu'importe, tout le monde sait que les réintégrations sont rarissimes et les indemnités dérisoires face au préjudice de se retrouver à la rue. Enfin, le camarade est ouvrier d'État (assimilé fonctionnaire) et il est clair pour tout le monde que le PDG veut créer un précédent, vécu comme une menace par tous, tous statuts confondus.

Un mouvement renforcé

La grève a été votée tous les jours, et nous avons décidé de porter ce licenciement illégal sur la place publique. À une soixantaine, nous nous sommes invités à l'inspection du travail, à la préfecture, à la région, au conseil général,

Multipliant les mobilisations, les rassemblements et les batailles juridiques, ils ont, pendant toutes ces années, tenu en échec la volonté d'un grand groupe de liquider un site dans le cadre d'une réorganisation dans laquelle le devenir des salariés était bien la dernière de ses préoccupations.

Une lutte acharnée

Déjà en 2013, Valls condamnait les violences lors d'un rassemblement à Amiens... pour quelques œufs, bombes à peinture et pneus brûlés. Après, ce fut la confrontation avec Taylor, patron de combat de Titan, l'éventuel reprenneur de Goodyear, qui avait traité les militants CGT de « timbrés », affirmant qu'à Amiens, les « soi-disant ouvriers » ont « une heure pour leur pause et leur déjeuner, discutent pendant trois heures et travaillent trois heures »...

Pendant toutes ces années, les Goodyear vont participer aux initiatives tendant à coordonner les luttes contre les licenciements, notamment aux côtés des salariés en lutte de Conti, PSA, Virgin, Arcelor, Sanofi, les Licenc'elles, etc. Des tentatives qui n'aboutiront pas vraiment, faute de tradition de travail commun, et qui se heurteront à l'indifférence des confédérations, notamment celle de la CGT, bien que la plupart de ces luttes étaient menées par des équipes CGT. En janvier 2013, c'est l'annonce de la fermeture totale du site d'Amiens. Les salariés refusent de s'inscrire dans le PSE, alors que Arnaud Montebourg, alors ministre du Redressement productif, appelle les syndicalistes à « mettre de l'eau dans leur vin », pendant que la CFDT condamne

GOODYEAR Stopper la répression et la régression sociale

Depuis 2006, les salariéEs de Goodyear d'Amiens se battent contre la fermeture de l'usine. Le prétexte à la fermeture était le refus du personnel en 2007 d'une organisation du travail en 4x8, assurant une meilleure productivité mais détruisant la santé...



Meeting pour la relance des 8 de Goodyear, à la Bourse du travail de Paris, jeudi 13 octobre. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILU

les méthodes de la CGT. Multipliant manœuvres et projets bidons, la direction ne fait que susciter la colère des salariés. C'est dans ces conditions que les 6 et 7 janvier, deux cadres vont être séquestrés pendant une trentaine d'heures et qu'est décidée l'occupation du site.

Faire payer ceux qui luttent

Bien décidé à faire payer aux salariés et aux syndicalistes leur combativité, leur acharnement à défendre leurs emplois, la direction porte plainte pour séquestration. Après l'abandon des poursuites par la direction et les deux cadres concernés, c'est le parquet, c'est-à-dire le gouvernement, qui poursuit. Huit d'entre eux sont ainsi condamnés le 12 janvier dernier par le tribunal

correctionnel d'Amiens à 24 mois de prison, dont 9 fermes. Une décision immédiatement contestée en appel, objet de l'audience des 19 et 20 octobre à Amiens.

Une telle condamnation, inédite depuis des décennies, a suscité une vague d'indignation et de mobilisation, elle aussi inédite, avec une pétition qui a recueilli 160 000 signatures en quelques jours, ainsi que des milliers de manifestants à Paris et dans 80 rassemblements en régions le 4 février dernier.

Depuis, les Goodyear ont déployé une grande énergie pour combattre la répression qui les frappe, en tissant des liens avec d'autres victimes de l'acharnement patronal et gouvernemental. Et, au-delà de la répression, en inscrivant leur combat dans la la mobilisation contre la loi travail et son monde. Malgré les tergiversations de la direction de la CGT, cela a permis la création de dizaines de comités Goodyear et la tenue de plusieurs meetings de soutien combattifs. Un déploiement qui permettra un rassemblement de plusieurs milliers de personnes avec des

cars affrétés par les comités Goodyear, de nombreuses UL et un covoiturage d'ampleur ce mercredi 19 octobre.

Pour tous, au-delà des Goodyear, cette attaque vise à décourager toute lutte, toute mobilisation. Après les quatre mois de « pause » au moment de la mobilisation contre la loi travail, la déferlante des plans de licenciements a repris de l'ampleur. Avec les différentes lois antisociales qui tendent à réduire à néant les protections du Code du travail, la répression est censée décourager toute mobilisation contre les licenciements, les suppressions de postes, les fermetures de sites, la dégradation des conditions de travail et les salaires de misère. C'est bien là l'enjeu du rassemblement d'Amiens : pas seulement un soutien aux 8 de Goodyear, mais aussi commencer à regrouper, à organiser les forces, pour une contre-offensive du monde du travail qui lie la bataille contre la répression à celle contre les politiques patronale et gouvernementale.

Robert Pelletier

BUDGET DE LA SÉCU

L'imposture de la ministre

Le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) a été présenté par le gouvernement fin septembre lors d'une conférence de presse...

Marisol Touraine a osé affirmer que « Le désendettement de la Sécurité sociale est une très grande victoire pour toutes celles et tous ceux qui croient en l'action publique et dans la réforme ». Sa posture triomphaliste est indécente, alors que « le redressement des comptes » est payé au prix fort par les agents hospitaliers et le

personnel de la Sécu (18 000 suppressions de postes en 10 ans) et par les assurés sociaux dans toutes les branches de la Sécurité sociale.

Les allocations familiales diminuent à la suite de la décision de moduler le montant des allocations familiales selon les revenus. Les conditions d'attribution des allocations logement (APL) sont durcies. L'âge légal du départ à la retraite a été repoussé à 62 ans à la suite des contre-réformes, la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein a été allongée en 2014, et les travailleurs sont incités à partir à 63 ans pour éviter de percevoir une retraite complémentaire amputée à la suite d'un accord entre le Medef et des syndicats, accord avalisé par le gouvernement.



à la mairie de Bordeaux, à la direction locale des finances (notre tutelle). Cela a renforcé le mouvement, sa légitimité face à la direction, d'autant que pour la première fois, la grève est bien suivie dans les médias.

Nous nous sommes adressés aux salariés de l'AIA, ateliers aéronautiques employant de nombreux ouvriers d'État,

avec le soutien de la CGT de l'usine. Nous avons reçus aussi pas mal de soutiens d'autres entreprises (Ford, CHU, Cdiscount,...), d'autres syndicats comme Solidaires ou la CNT. Après 4 mois de lutte contre la loi travail, la dénonciation des licenciements selon le bon vouloir des patrons est toujours à l'ordre du jour!

Correspondant

PSA POISSY (78)

Répression et méthodes de gangster

Les annonces de fermetures de sites et suppressions de postes se multiplient dans tout le pays, alors que la répression sévit contre les salariés de Goodyear. À l'usine de PSA Poissy, deux militants CGT (dont 1 délégué) sont menacés de licenciement, et 4 autres syndiqués CGT de sanction, dont le secrétaire du syndicat. Ils risquent jusqu'à 10 jours de mise à pied.

Au montage, le long des lignes de production, la menace d'accident est permanente. Une quinzaine de DGI (dangers graves et imminents) y ont été déposés : stockage sauvage de caisses posées à terre, risque de projection d'étagères de pièces sur des salariéEs. La direction ne faisant toujours rien, les militants CGT ont pris l'initiative d'actions contre l'insécurité le 13 et le 27 septembre.

Lors de la seconde journée, la direction s'était préparée, et a fait venir un huissier et tout un encadrement qui a multiplié les provocations verbales et physiques. Deux membres de la direction ont volontairement poussé un support de pièces contre un délégué CGT qui a fait une chute et a été évacué à l'hôpital. Il en est ressorti avec plusieurs jours d'arrêt. Au moment où l'encadrement jouait les gros bras, un délégué CHSCT de FO (le syndical pro-patronal local) est venu constater la situation. Face à ce délégué qui n'avait pas compris que sa place était à la niche, un membre de la hiérarchie lui a demandé de dégager et l'a publiquement menacé. Paniqué, le délégué FO a fait un malaise et a été, lui aussi, évacué par les pompiers.

Suite à ça, la direction s'est empressée de demander à ses cadres de jouer les blessés imaginaires et d'accuser 6 militants cégétistes d'entrave au travail et de violence.

Attention danger!

Ces agressions de la direction ne sont qu'une partie d'une offensive plus générale. Le but est de vider notre usine au maximum sans la fermer. Sur les 5500 salariés du site qui croulent sous la surcharge, la direction voudrait en virer encore 1500 à court terme. La direction investit pour supprimer des postes et réduire la superficie du site : notre sécurité, c'est le cadet de ses soucis. Et malgré les alertes, les accidents sérieux se multiplient ces dernières semaines. En septembre, une cariste est décédée après avoir fait un malaise. Souffrante au volant de son car au vu de tous, la hiérarchie, obnubilée par ses objectifs de productivité, ne l'a pas démobilitée. Et les moyens d'intervention d'urgence, déplorables sur le site, ont retardé encore les secours.



Dans la manifestation du 22 août. DR

Cette attaque contre les syndicalistes CGT ne fait que préparer la suite : suppressions de postes, externalisations, précarisation, baisses de salaire, flexibilité renforcée... le tout aggravé encore par les derniers accords de compétitivité signés en juillet. Après les deux mois de mobilisation contre la loi travail qui ont fait beaucoup discuter dans l'usine, la direction prévoit ses prochains coups en

essayant de couper les têtes qui dépassent. Une pétition en soutien aux collègues menacés a déjà recueilli 1100 signatures dans l'usine, et des débrayages auront lieu cette semaine. Défendre nos camarades menacés, c'est nous défendre tous pour faire ravalier à la direction ses projets, son arrogance, et ses méthodes mafieuses.

Correspondant

Ils'agirait de départs volontaires et d'autres mesures de « mobilités externes sécurisées » présentées dans le cadre du CCE lundi 14 octobre et qui porterait simplement sur la reconduction du DAEC (dispositif annuel d'adéquation des emplois et des compétences).

En fait, il s'agit de la mise en œuvre de l'accord de compétitivité complaisamment soutenu par les organisations syndicales, hormis la CGT. Avec la fermeture de l'usine d'Aulnay et les suppressions de postes sur les autres sites en 2012, ce sont 8000 emplois qui avaient été liquidés. Mais depuis, l'hémorragie continue avec la suppression de 2000 postes de travail chaque année en France...

Le plan présenté au comité central d'entreprise viserait 1025 départs volontaires non remplacés, 983 « congés seniors » (qui permettent notamment aux salariéEs de partir avant l'âge légal de la retraite avec environ 70% de leur salaire), et 125 congés longue durée. Cela représente environ 3% des effectifs totaux du groupe en

PSA Des profits... et des suppressions de postes

Le patron de PSA, Carlos Tavares, qui a doublé son salaire au printemps dernier à 5,2 millions d'euros le dit et le répète : « il n'y a pas de suppressions de postes chez PSA »...

France, les sites les plus impactés étant Poissy et Sochaux.

Restructurations permanentes

L'intérêt de ce type de procédure est qu'il permet d'éviter les « plans collectifs de licenciements économiques avec phase contrainte ». La vague d'indignations, plus ou moins de bonne foi, et de protestations suscitées par la suppression de 400 emplois chez Alstom est ainsi évitée. Quant à l'État, détenteur de 14% des actions, Hollande l'a dit : « Ce qui a été annoncé n'est rien d'autre que ce qui avait été décidé avec les organisations syndicales, 5 sur 6 avaient signé »...

D'un côté, pour PSA 2,4 milliards d'euros de bénéfices

enregistrés ces dix-huit derniers mois, des comptes repassés dans le vert en 2015, avec un bénéfice net de 1,2 milliard d'euros et une année 2016 qui devrait être également profitable. De l'autre, des conditions de travail dégradées avec un accroissement des charges de travail. Et lorsque les salariéEs se révoltent, c'est la répression (voir article sur cette double page).

Au final, ces 2000 suppressions de postes relèvent de la même politique que l'annonce des 2000 embauches bidons chez Renault (voir article en page 3). Des restructurations permanentes facilitées par les accords de compétitivité et les dispositions de la loi travail...

R.P.

LE 115 Entre droits, lois et réalités de terrain

L'accueil, l'hébergement et l'insertion des personnes en rupture d'hébergement relève de la compétence principale de l'État. Dans chaque département est créé un service d'accueil et d'orientation, pour une première évaluation sociale, médicale et psychique. Le 115 est le numéro d'appel pour l'accueil des sans-abris...

Les travailleurs sociaux qui répondent aux appels ont pour mission d'accueillir, informer et orienter les personnes. Pour l'hiver 2016, 442885 demandes d'hébergement ont été effectuées par 66764 personnes différentes. Par rapport à l'année dernière, le nombre de demandes et de personnes en demande a diminué de 4%, mais le taux de non-attribution d'hébergement stagne à 57%. Clairement, les personnes qui n'ont pas de solution d'hébergement restent à la rue, passent des heures à essayer de joindre la ligne. C'est violent, destructeur, et les travailleurs sociaux s'interrogent sur le sens de leurs missions : « Suis-je le pion chargé de dire aux gens qu'on a pas de place ? »

Pourtant, la loi prévoit « un abri pour toute personne en situation de détresse médicale, psychique ou sociale » (Code de l'action sociale et des familles, article L345-2-2). L'absence de réponse en matière d'hébergement contredit aussi la loi dite de « lutte contre les exclusions » (du 29 juillet 1998) qui insiste sur la primauté de l'accès aux droits, notamment la santé et la protection sociale.

Par ailleurs, l'État confie aux départements les missions de protéger les mineurs en danger. C'est « l'aide sociale à l'enfance ». Les personnes qui appellent le 115 ont souvent des enfants, certains en bas âge.

Invisibilisés...

Dans de nombreux départements, le principe du « turnover » se généralise. Chaque demandeur « bénéficie » de quelques heures de mise à l'abri, et « laisse sa place » à unE autre... Une telle pratique est parfois défendue par les administrateurs du 115 : toute personne peut ainsi bénéficier de l'hébergement. Mais les travailleurs sociaux constatent qu'un tel principe est nuisible aux personnes : comment engager des démarches avec la certitude de revenir à la rue quelques heures plus tard ?

Sur le plan du droit, l'inconditionnalité de l'hébergement d'urgence est bafouée : « Toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir y demeurer dès lors qu'elle le souhaite, et bénéficie d'un accompagnement personnalisé. » (Code de l'action sociale et des familles, article L345-2-3). Et si la carence de l'État est prouvée, il s'agit d'une atteinte à une liberté fondamentale (arrêt du Conseil d'État en 2012).

Les personnes en recherche d'hébergement sont contraintes à une débrouille incessante. La société cherche à les rendre « invisibles ». Ne pas se laisser imposer des politiques de mise à l'écart et d'exclusion, défendre l'accès aux droits, ce sont des valeurs fondatrices du travail social, mais elles sont l'affaire de touTEs!

Sandra (Collectif travailleurs sociaux 76)



Contre les budgets de misère, la santé à nouveau mobilisée le 8 novembre. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILU

Marisol Touraine a dénoncé la politique de la droite : « Il y a cinq ans, la Sécurité sociale perdait 21 milliards d'euros et

les Français ne voyaient pas le bout du tunnel. Pire, ce déficit abyssal, lié à des années d'errements, servait à justifier le

démantèlement de leurs droits sociaux. Franchises, déremboursements, forfaits... C'était le temps du "faire payer plus en protégeant moins" »...

Et la même politique a été poursuivie ! Les déremboursements continuent, les forfaits et franchises sont maintenus. Une seule avancée, modeste : les bénéficiaires de l'aide à la complémentaire santé ne paient plus les franchises.

La résorption du « déficit » au dépend de notre santé

Le bilan de sa politique apparaît clairement dans l'enquête récente du Secours populaire¹ : les difficultés financières poussent une partie significative de la population à retarder ou à renoncer à des soins, notamment les soins dentaires et l'optique, particulièrement chez les plus pauvres : la moitié des foyers dont

le revenu mensuel net est inférieur à 1200 euros nets ont déjà dû reporter ou renoncer à une consultation chez un dentiste (+22 points par rapport à 2008), et plus d'un tiers chez un ophtalmologiste (39%+9 points).

Le gouvernement a répondu en promettant un meilleur remboursement des soins dentaires qui pourraient être pris en charge uniquement par les complémentaires santé, comme le préconise la Cour des comptes. C'est la poursuite du processus de désengagement du remboursement des soins de ville par la Sécu au profit des mutuelles et assurances, une des raisons des coupes budgétaires toujours importantes dans la branche maladie : 3,5 milliards en 2016, 4 milliards en 2017. Les hôpitaux continueront à payer au prix le plus fort le « désendettement ». Après les 690 millions en 2016, le PLFSS

de 2017 veut imposer 845 millions d'euros d'économies en 2017. Le déficit de la Sécu est transféré aux hôpitaux, et certains sont même contraints de vendre une partie de leur patrimoine pour payer les salaires. La ministre, elle, ne s'inquiète pas des difficultés des établissements à assurer leurs missions, des conditions de travail et des suicides des soignants, elle aggrave sa politique de démantèlement des hôpitaux avec les groupements hospitaliers de territoire. Il faut imposer un coup d'arrêt à la politique mortifère de ce gouvernement. Fort heureusement, les fédérations de la santé CGT, SUD, FO, la CGT des organismes sociaux, ainsi que des organisations catégorielles, appellent à la grève le mardi 8 novembre et discutent de la poursuite de la mobilisation.

S. Bernard

¹ - Baromètre IPSOS-Secours populaire de septembre 2016



Les comités en action!

Montpellier (34) Ne laissons pas la rue à l'extrême droite! Samedi 8 octobre, les Identitaires, la Ligue du Midi et autres fachos avaient appelé à une manifestation à 15 heures à Montpellier: départ jardin du Peyrou direction la préfecture, avec notamment annoncée la présence de l'écrivain Renaud Camus («le Grand Remplacement»). Une manifestation relayée par les radios nationales. Mais dès 14 heures, à l'appel de nombreuses associations et organisations politiques dont le NPA, un rassemblement prenait place de la Préfecture avec la détermination de ne pas laisser la place aux fachos. Ce sont presque 400 personnes qui ont voulu signifier que les idées nauséabondes, racistes, n'avaient pas droit de cité à Montpellier. Du coup, la centaine de fachos parquée par la police dans les jardins n'a pas pu manifester... Une victoire pour la solidarité avec les migrantEs!

Cognac (16) Bienvenue aux migrantEs!

Samedi 15 octobre, à l'appel du PG, PCF, Collectif AntiFa, NPA, Solidaires 16, une manifestation organisée dans l'urgence a eu lieu à Cognac pour souhaiter la bienvenue à 15 migrantEs de Calais. Elle a rassemblé une bonne centaine de participantEs. Nous ripostions au FN qui avait organisé, sur une autre place de la ville, un rassemblement «la Charente sans migrants» avec Colombier, président du groupe FN au conseil régional, et l'élue locale de la ville. Peu avant, le FN avait tenté le même coup à Saint-Yrieix (banlieue d'Angoulême), convoquant en catimini un rassemblement devant une école avec 5 ou 6 personnes contre la venue d'une famille de 5 personnes... encore en Libye en attente de papiers! Il s'agissait donc de ne pas laisser le champ libre à l'extrême droite et de montrer qu'à Cognac comme ailleurs, nous étions nombreux pour contrer sa politique haineuse et raciste.



Notre rassemblement s'est transformé ensuite en manifestation pour aller place François I^{er}, dans le centre-ville, faire les prises de parole. Décision a été prise d'aller ensuite vers le rassemblement FN, pour leur dire bien en face ce que nous pensions de leurs idées racistes. Mais le FN avait déjà dissous son rassemblement d'une cinquantaine de personnes (alors qu'ils en annonçaient... 400, puis 200!). Une manifestation réussie qui a montré que les antiracistes et les internationalistes peuvent être nombreux et déterminés contre les idées réactionnaires et fascistes.

J eudi 13 octobre, Philippe est allé apporter le soutien du NPA aux postierEs du 13^e arrondissement parisien. Le personnel de trois bureaux de poste est en grève depuis 37 jours contre une réorganisation (désorganisation...) qui se traduit par 4 suppressions d'emplois, des conditions de travail dégradées, la mobilité d'un bureau à un autre (voir article dans *l'Anticapitaliste* n°353). Cela s'inscrit dans la politique actuelle de la direction: des milliers de suppressions d'emplois, des disparitions de bureaux (et pas seulement dans les zones rurales). Le ras-le-bol des postiers, la colère, l'écœurement, se termine parfois par des drames (au moins trois suicides cette année directement liée au travail), mais il y a heureusement des résistances comme cette longue et dure grève qui réussit à faire reculer la direction (1 poste «seulement» serait finalement supprimé). Une lutte qui permet donc de geler ou de repousser des réorganisations, en attendant le «Tous ensemble» nécessaire.

Deux jours plus tard, Philippe a participé à la manifestation parisienne contre les traités internationaux libéraux (Tafta, Ceta...). Même avec quelques milliers de manifestantEs (sous le soleil), la mobilisation reste faible comparée à celle d'autres pays comme l'Allemagne ou la Belgique mais elle existe. Contre les traités voulus

La semaine de Philippe Poutou: mobilisation(s) générale(s)

Cette semaine, le candidat du NPA a participé à plusieurs initiatives militantes. Questions nationales ou internationales, hier et aujourd'hui... Pour préparer demain!

par des multinationales qui veulent faire tomber toutes les barrières qui entravent leur soif de profits, la lutte doit continuer.

La répression, d'hier à aujourd'hui...

Dimanche 16 octobre, Philippe est allé à la Cartoucherie de Vincennes, haut lieu du théâtre engagé, pour apporter son soutien à Loïc, membre de la Compagnie Jolie Môme, et à tous les militantEs (syndicalistes, zadistes, contre la loi travail...) victimes de la répression. Ce «cabaret d'urgence» organisé par la Compagnie a fait le plein: de monde (certainement au moins un millier de participantEs), de spectacles militants et drôles, de prises de parole en soutien aux militantEs du mouvement social victimes de la répression et de l'acharnement judiciaire et policier (Olivier Besancenot y a pris la parole pour le NPA). Un vrai bol d'air en attendant le rendez-vous d'Amiens mercredi 19 octobre.



Philippe contre la casse du service public postal. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Enfin, le lendemain, au côté de Christine Poupin, Philippe a participé au rassemblement organisé à Saint-Michel pour le 55^e «anniversaire» du massacre du 17 Octobre 1961. En ces temps de racisme, de surenchères chauvines, anti-immigrées, islamophobes, aux côtés des 200 militantEs associatifs, algériens... il était important de participer à ce rassemblement d'hommage aux

victimes du massacre perpétré par la police, cela afin de dénoncer le racisme d'État, les sales guerres coloniales de la France, et exprimer la solidarité avec les luttes des peuples pour leur libération. Les organisateurs du rassemblement exigent la reconnaissance du massacre, ainsi que celle de la responsabilité de l'État français et de sa police.

Correspondants

Souscription

Peu importe la source, tant qu'on a le prélèvement (épisode 2)

Deuxième épisode de notre modeste chronique fiscale...

Vous l'aurez deviné en lisant l'épisode précédent, l'impôt sur le revenu ne remplit pas son rôle. La loi de finance initiale 2016 prévoyait que la TVA couvre 50,5% des recettes de l'État, contre 19,7% pour l'impôt sur le revenu, et seulement 15,1% pour l'impôt sur les sociétés! Chercher l'erreur, c'est trouver la «philosophie» fiscale (de classe) du système. Et le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu? Venons-y enfin.

Derrière l'affichage publicitaire, la réalité sera tout autre à partir de 2018. Elle ira même en empirant. Voyons d'abord ce qui ne change pas. Une déclaration sur les revenus de l'année précédente sera toujours nécessaire. Vous continuerez donc de payer sur ce que vous avez gagné, et pas sur ce que vous gagnez. Le principal effet pervers de ce fonctionnement est connu: quand les revenus chutent, l'impôt ne s'adapte pas tout de suite, avec les conséquences mécaniques sur le porte-monnaie.

Voyons ensuite ce qui change, en mal bien sûr! Avant tout, on passera d'un système où l'on perçoit des revenus avant impôt

à un système où l'on perçoit des revenus après impôt. Le problème d'adaptation de l'impôt au revenu présent va donc se radicaliser: il sera impossible d'anticiper une chute de revenu ou de rectifier rapidement une erreur de calcul. La trésorerie des contribuables est donc mise à contribution de celle de l'État, qui taxe d'abord et discute ensuite (ou pas...).

«Payer d'abord, discuter ensuite»...

De plus, la collecte de cet impôt par les entreprises générera forcément des erreurs et un manque à gagner par le jeu du manque de formation, de la désinvolture, des faillites et des

fraudes. À l'arrivée, c'est un risque de dégradation du taux de recouvrement qui était dans le système actuel de 99%! Sans parler des baisses d'effectifs que cette sous-traitance aux entreprises va générer dans l'administration fiscale.

Le prélèvement à la source, c'est donc une mesure d'austérité à tout point de vue: sous-traitance au privé, casse du service public par la combinaison d'une chute des effectifs et d'une dégradation du service rendu, baisse du taux de recouvrement de l'impôt, et philosophie du «payer d'abord, discuter ensuite»...

Cette mesure s'inscrit donc dans une logique fiscale globale où la facture d'une politique d'austérité en faveur du capital se paye par les deux côtés de la pièce. Côté pile, par la dégradation du service public et la régression sociale (chômage, maladie, vieillesse); côté face, par le transfert des prélèvements vers la TVA et les impôts locaux de tous les cadeaux faits aux entreprises (CICE, etc). Car l'austérité au sens étroitement comptable a ses limites. Il faut bien aller chercher un peu (beaucoup) d'argent quelque part, selon une «certaine» répartition des richesses.

En soutenant le NPA, vous œuvrez pour un autre prélèvement à la source: celui des richesses dans la poche des capitalistes!

Sylvain Madison

POUR DONNER...

En ligne:
<https://souscription.npa2009.org>

Par chèque (à l'ordre de NPA souscription): NPA souscription, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

C'est en 1975 lors de l'occupation d'Idéal Standard à Dammarie-les-Lys (en Seine-et-Marne) que Jacques rejoint les ouvriers en grève et a fait la connaissance de M. Garcia, animateur de la lutte, militant de la LCR, et comme lui fils de réfugié politique espagnol. Il s'est ensuite investi syndicalement à la Snecma Villaroche, ainsi qu'à la LCR, participant ensuite à la construction du NPA. Dans les années 1980, son combat portait sur les salaires, le racisme, la Sécu, le Nicaragua, les jeunes contre Devaquet, les prisonniers politiques chiliens... Cette vision large a marqué le caractère particulier de la grève à la Snecma Villaroche en 1988, dont Jacques et Jeanine (sa compagne) furent les animateurs. Dix semaines de sandwiches, cafés, jours et nuits, avec les enfants à gérer...

Jacques Jové

Jacques nous a quitté brutalement le 12 septembre dernier...



Dans les années 1990, face à la menace du FN, c'est la construction de Ras l'front. Avec les grandes grèves de 1995, une nouvelle génération de militants retrouve les fondamentaux anticapitalistes. Nous avons pu alors reconstruire la LCR 77, avec Jacques et une poignée de camarades. Jacques était un camarade précieux, rappelant toujours les limites de nos enthousiasmes, les difficultés de nos entreprises. Ses interventions étaient le signe de son exigence, de sa lucidité, de sa capacité à douter. Il savait que malgré toutes les embûches, il ne renoncerait jamais, toujours accompagné dans cette volonté par Jeanine.

Il était celui qui avait l'expérience la plus concrète d'un travail politique et syndical de longue haleine, dans une grande entreprise, au plus haut rang (délégué syndical central), très respecté aussi de ses camarades et collègues de LO. Nous étions fiers de le compter dans nos petits

effectifs. Il était de tous les combats, aimant le travail de terrain, la défense des salariés plus fragiles, des femmes, des sous-traitants, des handicapés, des victimes de l'amiante, touchant à tous les sujets de défense de la classe ouvrière, jusqu'à faire des études de droit ou un stage à Droit au logement. Militant solidaire, tout simplement humain, fan de motos anglaises et de Higelin, il est parti bien trop tôt, après seulement 6 mois de retraite! Récemment il disait encore qu'en 2017 ce serait Philippe Poutou. Au-delà de la tristesse, nous retenons deux leçons de lui: agir collectivement et décider ensemble; vivre selon nos convictions, sans repousser les plaisirs, en faisant attention aux autres. Le temps est assassin et emporte avec lui le rire des enfants et les grands militants. Salut Jacques et merci.

Ses amis et camarades de Seine-et-Marne

Homage

Dario Fo



DR

La mort à 90 ans de Dario Fo le confirme : six petites lignes creuses, signées par la ministre, sur cet « *écrivain et dramaturge anti-conformiste* ». On imagine aisément la stupeur du technocrate de garde chargé, dans l'urgence, de les rédiger lorsqu'il a découvert, grâce à Google, le titre des pièces de celui qu'il devait honorer : *Tu peux toujours me ligo-ter, je casserai tout quand même ; l'Enterrement du patron ; L'ouvrier connaît 300 mots, le patron 1000,*

Il est parfois instructif de lire les communiqués du ministère de la Culture à la disparition d'un artiste. On y trouve ramassé, en quelques mots, tous les lieux communs à disposition...

*c'est pour cela qu'il est le patron ; Feddayn, etc. Se pourrait-il que le mort ait été quelque peu à gauche ? Il le fut, en effet. En 1968, le comédien, reconnu pour ses comédies et ses farces, bifurque. Il en a assez d'être le « bouffon de la bourgeoisie ». Un temps compagnon du PCI, il rompt. Avec sa femme, la comédienne Franca Rame, militante féministe, qui sera en 1973 séquestrée et violée par des fascistes, créatrice indispensable à Fo, et que le haut fonctionnaire ne mentionne même pas dans son communiqué, il constitue le collectif « La Commune » et quitte alors l'institution (il y reviendra plus tard). Il crée ses pièces fameuses, que l'on cite et joue encore. Mort accidentelle d'un anarchiste à la suite du décès du cheminot Pinelli, tombé « malencontreusement » du quatrième étage d'un commissariat en décembre 1969 ou *Faut pas**

*payer : « Quand on est sous-payé, on ne paie pas », soutient Antonia qui, avec d'autres, vient de s'approprier les produits d'un supermarché. Il propose un théâtre militant arraché à quelques-uns de ses démons : la culpabilité, la pénitence, la grisaille et l'esprit de sérieux. Chez Fo, on joue, on s'amuse, on déconne, on se moque à proportion de ce que la vie est dure, triste et pénible. On ne mise pas grand-chose sur le réalisme mais beaucoup sur la joie, celle que procurent les luttes et la dignité retrouvée — non sans succomber à une conception enchantée du peuple, du rire et de la tradition. La tournée en France, dans les années 1970, de sa pièce *Mystère bouffe* est un triomphe, il devient une référence pour de nombreuses troupes. Fo revisite l'histoire de la culture populaire. Il ne le fait pas à la manière d'un savant mais à celle d'un militant : sous l'étendard de Gramsci, il cherche dans l'histoire des points d'appui pour les combats émancipateurs du présent. Il se demande pour quoi et de quoi hériter. À l'instar des « jongleurs » (conteurs) du Moyen-Âge, il s'agit de « prendre au peuple sa colère pour la lui rendre ensuite, médiatisée par la grotesque, par la raison ».*

Un « théâtre à brûler » ?

Le préposé aux condoléances du ministère n'a certainement pas bien

compris, à lire tout cela, comment un tel bouffon a pu finir par recevoir en 1997 le prix Nobel de littérature. Quelques esthètes s'étaient d'ailleurs élevés à l'époque devant ce sacrilège. Pourtant Fo, toujours passionné par l'histoire des expressions populaires, avait réorienté son engagement, loin des perspectives révolutionnaires des années 1970 (jusqu'à soutenir, non sans réserves parfois, dans les années 2010 son indéfendable ami Beppe Grillo). La subversion était devenue « impertinence » et l'art l'instrument de la citoyenneté bien plus qu'une arme au service de la radicalité. La lecture de la presse le lendemain de sa mort a certainement rassuré le conseiller du ministère. Fo y est certes salué : gloire au grand acteur, à sa drôlerie, sa faconde, mais il y est dit aussi, souvent, combien son œuvre a vieilli. La chose est possible : il revendiquait d'écrire un « théâtre à brûler ». Certains commentateurs insistent : ce n'est pas son théâtre qui est en cause mais le monde qu'il met en scène et qui n'existe plus. Pour sûr ? Plus de lutte de classes, plus de crimes policiers, plus de résistances populaires ? Cela, le technocrate n'aura osé l'écrire. Mais c'est probablement ainsi que, malgré lui, Dario Fo le fait enfin sourire.
Olivier Neveux

Cinéma

Moi, Daniel Blake de Ken Loach

Avec Dave Johns, Hayley Squires et Dylan McKiernan. Sortie le mercredi 26 octobre

En avant-première et hors compétition, le film de Ken Loach était présenté au festival du film britannique qui se tient chaque année à Dinard début octobre.

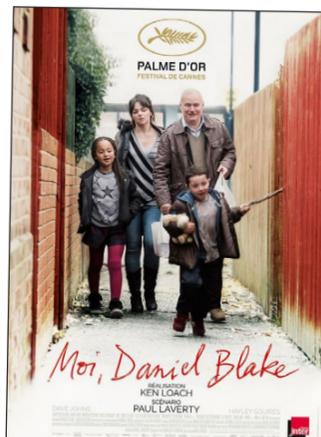
Rebecca O'Brien, sa productrice qui l'accompagne depuis plus de 20 ans (depuis leur premier film ensemble, *Hidden Agenda*, en 1990) était la marraine du festival. Un débat était organisé sur les conséquences du Brexit pour le cinéma britannique, débat auquel elle a participé. Elle y a exprimé le désarroi des professionnels qui constatent l'amateurisme des partisans de la sortie qui n'ont pas du tout anticipé ses conséquences. Si des grosses productions telle *Harry Potter* vont probablement continuer à être tournées en Grande-Bretagne, il est à craindre que les petites structures qui ont besoin des aides européennes et de la diffusion qu'elles permettent, soient celles qui en pâtissent le plus. Le festival de Dinard a couronné *Sing Street* de John Carney, qui a raflé tous les prix. Il met en scène un groupe d'élèves d'un collège public irlandais des années 1980 qui décident de monter un groupe de musique pour s'échapper de l'univers carcéral et violent de l'institution scolaire. Fraîcheur de ton, enthousiasme, espoir dans l'avenir, avec une bande son géniale (*The Cure*, *Duran Duran*, *the Clash...*), emportent la conviction. Le film sort aussi en France le 26 octobre, et il n'y a pas de raison de ne pas se faire du bien en allant le voir. Registre très différent pour le film de Ken Loach qui explore une fois de plus les dégâts de la politique libérale initiée par Thatcher sur la classe ouvrière britannique. Cette

nouvelle œuvre fait partie de la tradition de ses films centrés sur le social, loin de ses œuvres historiques de style plus épique. Là c'est une petite histoire, deux vies, deux quotidiens, qui se croisent dans les locaux du Job center, le Pôle Emploi britannique. Un menuisier de 59 ans, malade du cœur, déclaré apte au travail par l'organisme privé chargé de traquer les tricheurs, alors que ses médecins s'y opposent. Une jeune femme, mère de deux enfants, qui voit sa pension supprimée pendant un mois... parce qu'elle arrive cinq minutes en retard à son rendez-vous !

Dignité humaine

Ken Loach s'en prend à la politique de privatisation des services publics engagée depuis 2010 par George Osborne, ministre des finances de Cameron, qui lui a permis d'atteindre

les niveaux le plus bas des dépenses publiques depuis la guerre. Clairement une politique post-thatchérienne aux conséquences sociales dramatiques. C'est probablement l'un des films les plus noirs que réalise ici Ken Loach. Nos deux héros, Daniel et Katie, s'appuient l'un sur l'autre pour faire face. Cela facilite leur existence mais cela ne les aide pas à échapper à la mécanique sociale de l'exclusion qui les entraîne vers le fond, chacun à sa manière. L'espoir n'est pas de ce monde. Il y a la démerde individuelle qui peut s'accompagner de solidarité. Il y a des irruptions de révoltes, de colère, teintées d'humour tragique. Mais plus rien de collectif, plus rien qui ressemble à de la résistance. Juste l'affirmation de la dignité humaine qui permet de penser que quelque chose peut encore se reconstruire.



La marque de fabrique de Ken Loach, c'est l'amour qu'il témoigne à ses actrices et acteurs, aux héros qu'ils et elles interprètent (working class hero...). On sait dans quel camp il se situe, quitte à risquer un certain manichéisme. La qualité du casting, la justesse du jeu de ses interprètes, l'émotion qui s'en dégage, ne peuvent laisser indifférent. Après *Jimmy's Hall*, Ken Loach avait laissé entendre qu'il allait arrêter de tourner. Il n'en est rien et c'est tant mieux.
Jean-Marc Bourquin

La Fille inconnue de Jean-Pierre et Luc Dardenne

Avec Adèle Haenel, Olivier Bonnaud et Jérémie Renier. Sortie le mercredi 12 octobre.

Par son côté social, le cinéma des frères Dardenne a souvent été comparé à celui de Ken Loach. Cette volonté de montrer la vie quotidienne des humbles ne se dément pas avec *La Fille inconnue*, mais ce film comporte en fait deux parties. L'une, consacrée à la vie d'un cabinet médical installé dans un quartier populaire, est quasi documentaire et très réussie. Du malade qui ne peut pas payer ses factures de gaz à la mère célibataire aux horaires de travail impossibles, nous avons un tableau d'une société cruelle pour les pauvres. En revanche, la seconde partie, une sorte de polar-enquête, est franchement ratée. Une prostituée d'origine



africaine a été assassinée à deux pas de ce cabinet médical. L'héroïne, une jeune femme médecin, culpabilisée pour ne pas lui avoir ouvert après l'heure de fermeture, va se lancer dans une improbable quête de la vérité. Ce scénario, peu crédible, souffre de nombreuses invraisemblances. De plus, ce film accumule le pathos, les personnages traumatisés et ne comporte pas la moindre trace d'humour ni de joie de vivre, à la différence du cinéma de Ken Loach qui rappelle toujours que le peuple d'en bas a, lui aussi, ses moments de bonheur et de gaieté. Adèle Haenel compose néanmoins un beau caractère de femme qui sauve le film de la médiocrité.
Gérard Deltiel

Télévision

Bonne semaine sur Arte!

La Tragédie des Brigades internationales, documentaire de Patrick Rotman

Mardi 25 octobre à 20h55

À l'occasion du 80^e anniversaire du début de la guerre d'Espagne, un film sur l'épopée des Brigades internationales. Pendant la guerre d'Espagne (1936-1939), des volontaires sont venus du monde entier pour défendre la République menacée par le putsch de Franco : ouvriers parisiens, dockers new-yorkais, mineurs polonais, antifascistes allemands, communistes italiens, militants tchèques... En tout 35 000 combattants issus de cinquante pays ont combattu sur tous les fronts de la guerre.



DR

Ce film raconte donc l'histoire des Brigades internationales qui se confond avec celle de la guerre d'Espagne : la guerre civile, les événements militaires, les affrontements dans le camp républicain, la révolution sociale, l'internationalisation du conflit, les raisons de la défaite, l'engagement des intellectuels et artistes comme André Malraux, Ernest Hemingway, Robert Capa, Dos Passos ou l'écrivain allemand Gustave Regler. Des images rares, voire inédites, recherchées dans une quinzaine de pays retracent, de l'enthousiasme à la désillusion, l'épopée tragique des volontaires internationaux venus mêler leur destin à celui du peuple espagnol.

Soirée Ken Loach

Mercredi 26 octobre à partir de 20h55

À l'occasion de la sortie de son dernier long métrage, Arte propose une programmation spéciale autour de Ken Loach et de son cinéma. D'abord son film fétiche *Sweet Sixteen*, suivi du documentaire inédit, *Ken Loach, un cinéaste en colère*, de Louise Osmond, qui retrace 50 ans d'une carrière hors normes. À noter que deux jours plus tard, vendredi 28 octobre à 23h30, l'émission « Tracks » diffuse également une rencontre avec le cinéaste.
Catherine Segala



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi : 12 h – 20 h

« Gérer une municipalité est de plus en plus difficile »

Entretien. Comme le signe du souffle toujours vivace de la résistance cathare balayant ces hautes terres du Lauragais, pour reprendre l'image de l'un d'entre eux, cinq maires du canton de Piège, dans l'Aude, ont d'ores et déjà promis d'accorder leur parrainage à Philippe Poutou. Deux d'entre eux, **Floréal Soler**, retraité de la fonction publique, maire de Pécharic-et-le-Py, et **Denis Juin**, agriculteur céréalier, maire de Fanjeaux, ont bien voulu se prêter au jeu des questions réponses. Merci à eux.

Accorder son parrainage à Philippe Poutou n'est pas chose évidente : nous représentons un courant minoritaire, les pressions ne manquent pas... Pouvez-vous nous dire les raisons pour lesquelles vous avez décidé de lui accorder ?

D. J. : Je pense qu'il est utile de recevoir des idées autres que celles données par les grands partis politiques et si mon parrainage peut permettre à un petit parti d'être présent à l'élection présidentielle, tant mieux pour la pluralité.

F. S. : Accorder son parrainage à Philippe, c'est plus simple quand tu es maire d'une micro-commune bien gérée que d'une collectivité locale importante qui, plombée par des emprunts, parfois toxiques, reste à la merci des financeurs et autres fournisseurs de subventions. Et puis c'est la Piège ici. Le village est peuplé d'Audois, d'Ariégeois, d'Espagnols, d'Allemands, d'Anglais, d'Australiens, d'Autrichiens, d'Écossais et même de Toulousains ! Donc quand on se réunit, on se fait un poutou ! [un « bisou » dans le parler méridional. NDLR]. Enfin, je m'appelle Floréal Soler, je suis fils de réfugié espagnol et mon père a milité à la CNT, à la FAI et au Poum. Moi, j'ai eu 18 ans en 1968 et j'ai manifesté avec Geismar, Sauvageot et Cohn-Bendit, alors personne ne m'a jamais reproché de soutenir Arlette, Olivier et maintenant Philippe.

Comment se traduit pour la population l'abandon par l'État des collectivités locales ?

D. J. : Gérer une municipalité est de plus en plus difficile. Le désengagement de l'État, moins de dotations, moins de services mis à disposition des communes, tels que l'urbanisme, et la volonté de ne pas augmenter les impôts locaux, tout en maintenant un niveau élevé d'investissement, la marge de manœuvre est très étroite.

F. S. : Les grandes gueules people du cirque médiatico-politique me gonflent car je ne trouve pas dans leurs discours les moyens de rassurer S. qui n'a même pas les minima sociaux et dont le mari est atteint d'Alzheimer, R. qui vient de se casser un poignet et qui m'engueule tous les jours parce que son téléphone fixe est défectueux et que nous sommes toujours en zone blanche pour le portable, F. qui attend une décision des prud'hommes de Carcassonne depuis plus de trois ans, C., B., L., D. qui se plaignent de la faiblesse du haut débit pour Internet, etc. Le maire de proximité que j'essaie d'être a plus de risques de partager les difficultés de ses concitoyens que des chances de leur piquer leur foie gras : CMU, minima sociaux, transports gratuits, problèmes de téléphone, de voirie, etc.

Denis Juin, vous êtes agriculteur céréalier. Quelles réponses apportez-vous à la « crise agricole » ?

Défendre les travailleurs de la campagne

Accaparé par ses éreintantes journées de travail, Jean-Claude Maurette, éleveur laitier, maire de Villautou, déjà parrain de Philippe Poutou en 2012, n'a pas eu le temps de répondre à nos questions, mais nous a narré sa galère quand nous l'avons de nouveau sollicité pour parrainer Philippe. Levé à 5 heures pour la traite du matin, couché à point d'heure après celle du soir de 18 heures, il travaille plus de 70 heures par semaine... 0 euro de salaire ! À 0,26 euros le litre de lait, sa ferme de quarante vaches laitières est déficitaire, le compte d'exploitation est négatif après qu'il a remboursé les prêts des banquiers. Pour s'en sortir, il faudrait que le prix au litre soit de 0,34 euros. En vain, il a tenté de renégocier sa dette à sa banque, aux taux prohibitifs de 8-10%, à laquelle il réclame un taux maximal indexé sur l'inflation (1-2%). Il est bien sûr

d'accord avec notre programme pour une socialisation des banques en une seule banque publique au service des producteurs. Jean-Claude Maurette a pensé tout arrêter. Ce qui le tient encore debout, c'est l'avenir de son fils, diplômé d'un BTS agriculture. Ils envisagent une reconversion en bio et réfléchissent à une commercialisation de leur lait en circuit court, directement du producteur au consommateur. Si la région Occitanie leur garantit l'aide du fonds européen sur cinq ans pour une telle reconversion (300 euros annuels à l'hectare de céréales, et 180 euros pour les autres productions), ils se méfient de l'agrobusiness monopoliste qui guette les terres des paysans en faillite. Jean-Claude Maurette nous a parlé d'un accord UE-État-régions avec la Chine pour qu'elle acquière des exploitations agricoles, entre autres des fermes laitières, dont la production partirait directement en Chine

pour la transformation en produits laitiers... Il pronostique une disette à court terme si une telle opération se réalisait, et en appelle à la solidarité des citoyens avec les paysans, dont les intérêts sont communs. Nous l'avons assuré que notre candidat défendra pendant la campagne électorale de la présidentielle la dignité des travailleurs de la campagne, pour l'annulation de leurs dettes aux banques, pour un salaire paysan équivalent au minimum au SMIC revendiqué de 2000 euros net/mois, pour des semaines de travail de 35 heures en contrepartie d'un quantum d'une production paysanne répondant aux besoins sociaux de la population, débarrassée de la mainmise des multinationales de la distribution et de l'agrobusiness qui font, en France, contre les petits paysans, ce qu'ils ont fait pendant des décennies dans les pays du tiers-monde... **P. G.**



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

hectares au-delà de 100. Ainsi, les aides seraient orientées vers les exploitations plus respectueuses de l'environnement, priorisant la qualité à la quantité. Une redistribution des aides permettrait également l'installation de jeunes sur de petites structures. Cela redynamiserait aussi tout le secteur rural.

Que diriez-vous à un maire d'une petite commune comme la vôtre pour l'encourager à donner son parrainage à Philippe ?

D. J. : Philippe Poutou n'est pas un professionnel de la politique, c'est une voix différente, intéressante pour notre démocratie.

Un dernier mot ?

F. S. : Oui, encore une chose. Depuis que je suis maire (c'est mon deuxième mandat), je n'ai jamais trouvé de bulletin Front national dans mes urnes électorales. J'en remercie mes concitoyens. **Propos recueillis par Pierre Granet**

L'image de la semaine

D. J. : Concernant l'agriculture, c'est le grand écart. Des exploitations énormes qui multiplient leurs centaines d'hectares par les primes PAC, perçoivent ainsi plusieurs centaines de milliers d'euros. De plus, cela ne fait qu'augmenter le prix de la terre et les installations de jeunes agriculteurs deviennent de ce fait impossibles. À côté de cela, de petites exploitations familiales ne dégagent pas de revenu leur permettant de vivre dignement. Il suffirait simplement de ne plus primer les



Vu ailleurs

BRÉSIL : PLUS À DROITE, TU MEURS. Le 11 octobre, les députés du Congrès brésilien ont voté à 366 contre 111 un amendement à la constitution du pays qui vise à geler les dépenses publiques pendant... 20 ans ! La proposition de loi avait été déposée avant l'été, alors que le nouveau président Michel Temer (droite) n'était encore qu'intérimaire, et que l'issue de la procédure de destitution de la présidente Dilma Rousseff (Parti des travailleurs, gauche) n'était pas encore scellée. Aujourd'hui, la constitution brésilienne oblige les gouvernements à consacrer au moins 18% de ses recettes à l'amélioration du système éducatif et 13% à la santé. L'accès à l'école, puis aux universités, ainsi que l'accès aux soins demeurent très fortement inégalitaires. Cet amendement n'impose plus de seuil d'investissement minimal et ce pour les vingt prochaines années. Les dépenses de santé et d'éducation ne pourront être ajustées qu'au niveau de l'inflation, même si les besoins vont au-delà. Si un prochain gouvernement souhaite revenir sur cette décision, il devra à nouveau réformer la constitution et donc trouver une majorité des trois cinquièmes dans les deux chambres pour le faire. La réforme entrera en vigueur entre 2017 et 2018. À São Paulo, plusieurs dizaines d'étudiants ont occupé un bâtiment de la présidence de la République le 11 octobre pour protester contre les effets de cet amendement constitutionnel sur l'éducation publique, qui souffre déjà d'un manque de moyens chronique. Cette première mesure d'austérité n'est qu'un début pour le nouveau gouvernement brésilien de droite. Il est sur le point de déposer au Congrès une proposition de réforme du système de retraite, avec un recul de l'âge minimum de départ en retraite à au moins 65 ans.

« Le gouvernement brésilien gèle les dépenses d'éducation et de santé pendant... vingt ans ! » Rachel Knaebel, *Bastamag*, 14 octobre 2016

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org